



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ  
ΤΗ: 9 ΙΟΥΛΙΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
133

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 71

*Περί κυρώσεως τών εν Γενεύη καταρτισθεισών τὸ 1973 τελικῶν πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκεύσεως τηλεγραφίας καὶ τηλεφωνίας.*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσταμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

1. Κυροῦνται καὶ κτῶνται ἰσχὺν νόμου αἱ ἐν Γενεύῃ τὴν 11ην Ἀπριλίου 1973 καταρτισθεῖσαι τελικαὶ πράξεις τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκεύσεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας, εἰς ἃς περιλαμβάνονται, ὁ Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς μετὰ δύο (2) προσαρτημάτων καὶ ἐνὸς (1) παραρτήματος, ὁ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς μετὰ δύο (2) προσαρτημάτων καὶ τὸ Τελικὸν Πρωτόκολλον, δι' ὧν ἐγένετο ἀναθεώρησις τῶν ἐν ἰσχύι Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ κανονισμῶν.

2. Τὰ κείμενα τῶν ἐν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ ἀναφερομένων τελικῶν πράξεων ἔπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τῶν διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένων τελικῶν πράξεων ἄρχεται κατὰ τὰ ἐν ἔργοις 15 τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ καὶ 11 τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ ὁριζόμενα.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 4 Ἰουλίου 1975

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

**ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΗΤΣΙΟΣ**

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΒΟΓΙΑΤΣΗΣ**

*Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.*

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 5 Ἰουλίου 1975

**Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ**

## Article 2

## Définitions

*Voie d'acheminement internationale*

Une voie d'acheminement internationale se compose des circuits à utiliser pour l'acheminement du trafic de télécommunication entre deux centres ou bureaux terminaux internationaux.

*Service télégraphique public international*

Service qui assure l'échange des diverses classes de télégrammes internationaux.

*Service télégraphique international*

Désigne la généralité des diverses sortes de services internationaux de type télégraphique y compris le service des télégrammes et des radiotélégrammes, le service phototélégraphique, le service télex, le service de transmission de données, le service de radiocommunication à heures fixes et le service des circuits télégraphiques loués.

*Télégrammes privés ordinaires*

Télégrammes privés dont l'acceptation est obligatoire, autres que les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine, les télégrammes météorologiques et les télégrammes concernant les personnes protégées en temps de guerre par les Conventions de Genève du 12 août 1949.

*Taxe de répartition*

Taxe fixée par accord entre administrations\*) pour une relation donnée et servant à l'établissement des comptes internationaux.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

## Règlement télégraphique

## Article premier

## Objet du Règlement télégraphique

1.(1) Le Règlement télégraphique fixe les principes généraux à observer dans le service télégraphique international.

(2) En appliquant les principes exposés dans le Règlement, les administrations\*), pour tout ce qui n'y est pas prévu, devraient se conformer aux Avis du C.C.I.T.T., y compris toutes Instructions qui font partie de ces Avis.

2 Les dispositions du présent Règlement sont applicables quel que soit le moyen de transmission utilisé, sous réserve que le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications n'en disposent pas autrement.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

**Taxe de perception**

Taxe établie et perçue par une administration\*) sur les usagers de son pays pour l'utilisation du service international des télécommunications.

**Instruction**

Une Instruction est un Avis (ou un ensemble d'Avis) élaboré par le C.C.I.T.T., traitant de modalités pratiques d'exploitation et de tarification, qui peut être éditée sous forme d'un manuel à l'intention des services d'exploitation des administrations et des exploitations privées reconnues.

**Article 3****Réseau international**

1. Les voies de communication et installations pour le service télégraphique international sont établies en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service.

2. Les administrations\*) collaborent afin de constituer, exploiter et entretenir les voies et installations utilisées pour le service télégraphique international de manière à assurer la meilleure qualité de service possible.

**Article 4****Services offerts aux usagers**

1.(1) Les classes de télégrammes suivantes sont obligatoires dans le service télégraphique public international:

1. télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine,
2. télégrammes d'Etat et télégrammes relatifs à l'application de la Charte des Nations Unies,

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

3. télégrammes météorologiques,
4. télégrammes concernant les personnes protégées en temps de guerre par les Conventions de Genève du 12 août 1949,
5. télégrammes privés ordinaires,
6. correspondance télégraphique de service.

(2) Les dispositions relatives à ces classes de télégrammes sont contenues dans l'Annexe.

6 2. Les administrations\*) ont la faculté d'accepter d'autres télégrammes ainsi que des télégrammes avec services spéciaux mentionnés dans les Avis du C.C.I.T.T.

3. Les administrations\*) qui, dans leur propre service, n'acceptent pas les télégrammes visés au numéro 6 ni/ou les télégrammes avec services spéciaux, doivent admettre ces télégrammes en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 33 de la Convention (Montreux, 1965).

4. Les administrations\*), sous réserve de la législation nationale applicable, peuvent assurer des services télex, des services phototélégraphiques, des services de transmission de données, et/ou d'autres services télégraphiques et peuvent mettre des circuits internationaux à la disposition exclusive d'usagers, dans les relations où des circuits restent disponibles après satisfaction des besoins des services publics de télécommunication.

5. Les administrations\*) peuvent conclure des accords bilatéraux ou régionaux ayant pour objet d'améliorer les services télégraphiques offerts aux usagers, pourvu que de tels accords ne soient pas en contradiction avec l'article 10 du présent Règlement.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

## Article 5

Dispositions générales d'exploitation  
concernant les télégrammes

- 10 1. L'original d'un télégramme doit être écrit en caractères utilisés dans le pays d'origine et ayant leur équivalent dans les tableaux de signaux télégraphiques figurant dans les Avis du C.C.I.T.T.
- 11 2. Chaque télégramme doit avoir une adresse, comprenant toutes les indications nécessaires pour assurer sa remise au destinataire, sans recherches ni demandes de renseignements.
- 12 3. Chaque télégramme doit comporter un texte, et peut comporter une signature. Le texte et la signature peuvent être rédigés en langage clair ou en langage secret. Ces langages peuvent être employés conjointement dans un même télégramme.
- 13 4. Toutes les administrations\*) acceptent, dans toutes leurs relations, les télégrammes en langage clair. Elles peuvent refuser d'admettre, au départ et à l'arrivée, les télégrammes privés rédigés totalement ou partiellement en langage secret, mais elles doivent admettre ces télégrammes en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 33 de la Convention (Montreux, 1965).
- 14 5. L'expéditeur d'un télégramme en langage secret est tenu de présenter le code d'après lequel le texte ou une partie du texte ou la signature du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'administration dont ce bureau relève lui en font la demande. Cette disposition n'est pas applicable aux télégrammes d'Etat ni aux télégrammes de service qui peuvent, les uns et les autres, être rédigés en langage secret dans toutes les relations.
- 15 6. Tout ce dont l'expéditeur d'un télégramme demande la transmission est taxable, excepté l'indication de la voie et le nom du code employé pour la rédaction d'un télégramme en langage secret, lorsque ce nom est exigé par le pays d'origine ou par le pays de destination.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

- 16 7. Suivant leur adresse, les télégrammes sont remis par tout moyen disponible, soit à l'habitation particulière, au bureau, à l'établissement, etc.; du destinataire, soit à un endroit où il est en résidence ou de passage (hôtel, etc.), soit télégraphe restant, soit poste restante, soit boîte postale.
- 17 8. Un télégramme peut être remis soit au destinataire, aux membres adultes de sa famille, à toute personne à son service, à ses locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné par écrit un mandataire à cet effet.
- 18 9. Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis au destinataire, le bureau d'arrivée envoie au bureau d'origine, dans les plus brefs délais, un avis de service (voir Annexe, paragraphe 6.2) faisant connaître la cause de la non-remise.
- 19 10.(1) Sous réserve de l'application des dispositions des articles 39 et 49 de la Convention (Montreux, 1965), les administrations et les exploitations privées reconnues prennent les mesures nécessaires pour qu'une priorité spéciale soit accordée aux télégrammes relatifs à l'application des dispositions des chapitres VI, VII et VIII de la Charte des Nations Unies, échangés, en cas de situation grave, entre les personnalités suivantes:
  - le président du Conseil de sécurité,
  - le président de l'Assemblée générale,
  - le Secrétaire général des Nations Unies,
  - le président du Comité d'état-major,
  - le président d'un sous-comité régional du Comité d'état-major,
  - un représentant au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale,
  - un membre du Comité d'état-major,
  - le président ou le secrétaire principal d'une commission créée par le Conseil de sécurité ou par l'Assemblée générale,

- une personne accomplissant une mission pour l'Organisation des Nations Unies,
- un chef d'Etat.
- un ministre membre d'un gouvernement,
- le chef administratif d'un territoire sous tutelle désigné comme zone stratégique.

(2) Les télégrammes dont il est question à l'alinéa (1) ci-dessus mais qui ne font pas partie de la classe des télégrammes d'Etat sont considérés comme des télégrammes d'Etat.

#### Article 6

##### Arrêt des télégrammes

20 1. Le droit d'arrêter la transmission de certains télégrammes privés, qui est prévu à l'article 32 de la Convention (Montroux, 1965), est exercé par les bureaux ou centres télégraphiques extrêmes ou de transit, sauf recours aux autorités compétentes, qui se prononcent sans appel.

21 2. La transmission des télégrammes concernant la sécurité de la vie humaine, des télégrammes d'Etat et des télégrammes de service se fait de droit. Les bureaux ou centres télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur ces télégrammes.

22 3. Les administrations\*) s'engagent à arrêter, dans leurs bureaux respectifs, l'acceptation, la transmission et la remise des télégrammes adressés à des agences télégraphiques de réexpédition et autres organismes constitués en vue d'expédier des télégrammes au nom de tiers dans le but de soustraire ces correspondances au paiement intégral des taxes dues pour le parcours entier. Le bureau qui arrête ainsi un télégramme doit en informer immédiatement le bureau d'origine.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

#### Article 7

##### Archives

23 1. Les originaux ou copies en fac-similé des télégrammes et les documents y relatifs, afférents au dépôt, à la transmission (si possible) et à la remise, qui doivent être retenus par les administrations\*) sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent et, en tout cas, au moins pendant six mois à compter du mois qui suit le mois de dépôt du télégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret. Les administrations\*) sont libres de conserver les renseignements susmentionnés par tout autre moyen, par exemple, sous forme d'enregistrement magnétique ou électronique.

24 2. Toutefois, si une administration\*) juge utile de détruire de tels documents avant les délais sus-indiqués et, de ce fait, n'est pas à même de poursuivre une enquête dans laquelle ses services sont intéressés, elle en supporte toutes les conséquences aussi bien pour les remboursements de taxes que pour les différences qui pourraient être constatées dans les comptes internationaux.

25 3. Sauf les exceptions prévues à l'article 35, paragraphe 2, de la Convention (Montroux, 1965), les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être présentés qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de leur identité, ou encore au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

#### Article 8

##### Taxes de répartition des télégrammes

26 1. Les administrations\*) fixent leurs taxes terminales et de transit pour les télégrammes en tenant compte des Avis du C.C.I.T.T. et du prix de revient. Les taxes terminales fixées par une administration\*) pour une relation avec un autre pays sont les mêmes, quelles que soient les voies d'acheminement utilisées.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

27 2. Les taxes de répartition totales sont la somme:

28 a) des taxes terminales des pays d'origine et de destination,

29 b) des taxes de transit des administrations\*) intermédiaires dont les territoires, les installations, ou les circuits sont empruntés pour la transmission des télégrammes,

30 c) lorsque le cas se présente, de la taxe pour tout circuit de connexion établi par voie radioélectrique, par câble sous-marin ou par tout autre moyen.

31 3. La taxe de répartition à appliquer entre deux pays doit être en principe celle qui, par addition des taxes indiquées ci-dessus, donne la somme la moins élevée.

32 4. Les administrations\*) peuvent, par accord, fixer la taxe de répartition totale applicable dans une relation donnée et la répartir en parts terminales revenant aux administrations\*) des pays terminaux et, s'il y a lieu, en parts de transit revenant aux administrations\*) des pays de transit.

33 5. La taxe de répartition totale est exclusive de tout impôt ou taxe fiscale. Tout pays qui impose à son profit une taxe fiscale sur les télégrammes internationaux doit percevoir cet impôt en sus du tarif et exclusivement sur les expéditeurs de télégrammes déposés sur son territoire.

#### Article 9

##### Taxes de perception des télégrammes

34 Sous réserve de la législation nationale applicable, chaque administration\*) fixe les taxes de perception à percevoir sur les usagers. Ce faisant, les administrations\*) devraient s'efforcer d'éviter une trop grande dissymétrie entre les taxes de perception applicables dans les deux sens d'une même relation.

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

#### Article 10

##### Interdiction d'accorder des rabais pour les télégrammes

35 Les Membres et Membres associés de l'Union s'engagent à interdire l'octroi, sous quelque forme que ce soit, de rabais sur les taxes figurant au tarif officiel des administrations\*) et se réservent le droit de prendre des sanctions à l'égard des exploitations privées reconnues qui, directement ou par l'intermédiaire de leurs agents ou sous-agents, accorderaient aux expéditeurs ou aux destinataires, d'une manière quelconque (par exemple par mot, par télégramme, par adjonction de mots au moyen d'avis de service taxés, sous forme de primes, etc.) des rabais ayant pour effet de réduire les taxes sus-indiquées. Ces sanctions peuvent comporter la suspension du service avec ces exploitations.

#### Article 11

##### Comptabilité<sup>1)</sup>

36 1. Sauf accord spécial, l'administration\*) responsable de la perception des taxes, établit un compte mensuel relatif à tous les montants dus et le transmet aux administrations\*) intéressées.

37 2. Les comptes sont envoyés aussi rapidement que possible et en tout cas avant la fin du troisième mois suivant celui auquel ils se rapportent.

38 3. En principe, un compte est censé être accepté sans qu'il soit nécessaire d'en notifier explicitement l'acceptation à l'administration\*) qui l'a présenté.

<sup>1)</sup> Voir aussi l'Appendice I.

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

39 4. Cependant, toute administration\*) a le droit de contester les éléments d'un compte pendant une période de deux mois à compter de sa date de réception, mais seulement dans la mesure nécessaire pour ramener les différences dans des limites mutuellement convenues.

40 5. Le paiement du solde relatif à un compte ne sera pas différé dans l'attente d'un accord au sujet d'une contestation relative à ce compte. Les ajustements admis après coup d'un commun accord seront inclus dans un compte ultérieur.

41 6. Dans les relations pour lesquelles il n'existe pas d'accord spécial, un décompte trimestriel indiquant les soldes des comptes mensuels pour la période à laquelle ce décompte se rapporte est établi aussi rapidement que possible par l'administration\*) créancière et transmis en double exemplaire à l'administration\*) débitrice laquelle, après vérification, renvoie l'un des exemplaires revêtu de son visa d'acceptation.

42 7. Les paiements sont effectués aussi rapidement que possible et en tout cas dans un délai maximum de six semaines après la date de réception du décompte trimestriel par l'administration\*) débitrice. Passé ce délai, l'administration\*) créancière a le droit d'exiger des intérêts à raison de 6% par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

#### Article 12

##### Remboursement des taxes des télégrammes

43 Sur demande, ou à la suite d'une réclamation visant l'exécution du service, les taxes sont remboursées à ceux qui ont effectué les versements, compte tenu des Avis du C.C.I.T.T. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être présentée avant l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de dépôt du télégramme.

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

#### DISPOSITIONS FINALES

##### Article 13

##### Dispositions complémentaires au Règlement

44 1. Le présent Règlement pourra, en exécution des dispositions de la Résolution N° 37 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965), être complété par un Appendice supplémentaire faisant partie intégrante dudit Règlement et contenant, le cas échéant:

- toutes les dispositions que la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974 pourra juger nécessaire d'incorporer au présent Règlement;
- toutes les dispositions du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications (Revision de 1971) que ladite conférence pourra juger opportun de transférer;
- tout amendement à ces dispositions ou toute nouvelle disposition du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications qui seront adoptés par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974.

45 2. Cependant, aucune clause ainsi transférée par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes et incorporée à l'Appendice cité au numéro 44 ne saurait être interprétée comme amendement ou modifiant l'une quelconque des clauses du présent Règlement; en cas d'incompatibilité, le texte du Règlement l'emporte sur les dispositions de cette clause.

Pour la République Populaire d'Albanie :  
PANI PERIKLI  
KATUNDI MIHALLAQ  
VILA SKENDER

Pour la République Algérienne Démocratique  
et Populaire :  
RAOUF BOUDJAKDJI  
AMAR AGUDIA  
NOURDINE SAIDI

Pour la République Fédérale d'Allemagne :  
J. KUPPER

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :  
AHMED M. ZAIDAN  
ABDUL — RAHMAN DAGHESTANI

Pour la République Argentine :  
ROBERTO ANTONIO SALVADOR  
PEDRO OSCAR BARRIONUEVO  
RICARDO MARTIN BLEDER  
HECTOR CONSTANTINO RUGIATI

Pour le Commonwealth de l'Australie :  
A. C. BECKWITH  
I. L. MCRAE

Pour l'Autriche :  
K. VAVRA

Pour la Belgique :  
BAUDRIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Bié-  
lorussie :  
V. OULASSIK

Pour le Brésil :  
ARTHUR CEZAR DE ARAUJO ITUASSU  
PEDRO JORGE CASTELO BRANCO SAMPAIO  
WILSON CESAR PASSOS  
PAULO RICARDO HERMANO BALDUINO

#### Article 14

##### Annexe et Appendices

46 Le Règlement télégraphique est complété par l'Annexe et les Appendices 1 et 2 qui en font partie intégrante.

#### Article 15

##### Mise en vigueur du Règlement

47 1. Le présent Règlement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1974, à l'exception de l'Appendice éventuel cité au numéro 44, lequel entrera en vigueur à une date que fixera la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974.

48 2. En signant le présent Règlement, les délégués respectifs déclarent que, si une administration formule des réserves au sujet de l'application d'une ou de plusieurs dispositions de ce Règlement, aucune autre administration n'est obligée d'observer la ou lesdites dispositions dans ses relations avec l'administration qui a formulé de telles réserves.

EN FOI DE QUOI, les délégués respectifs ont signé le présent Règlement en un exemplaire qui, avec l'Appendice cité au numéro 44 restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie certifiée conforme à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 11 avril 1973.

|                                                                                                                                             |                                                                                                                               |                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| Pour la République Populaire de Bulgarie :<br>PANAYOTOV<br>KASSEV                                                                           | Pour les Etats-Unis d'Amerique :<br>ROBERT E. LEE<br>RICHARD T. BLACK                                                         | Pour l'Islande :<br>JON SKULASON<br>S. THORKELSSON                         |
| Pour la République unie du Cameroun :<br>TCHOUTA MOUSSA<br>DIEUDONNE ANGOULA                                                                | Pour l'Ethiopie :<br>AMSALOU JEMERE<br>HAILE DEMOZ                                                                            | Pour l'Etat d'Israel :<br>Y. COHEN<br>DAN BARLEV                           |
| Pour le Canada :<br>DE MONTIGNY MARCHAND<br>J. RAYMOND MARCHAND                                                                             | Pour la Finlande :<br>V. A. JOHANSSON<br>RAUNO ALANDER                                                                        | Pour l'Italie :<br>LORENZO FEI<br>VINCENTO BORGHI                          |
| Pour la République Centrafricaine :<br>JEAN-CYRILLE KOUNKOU<br>JEAN-MARIE SAKILA                                                            | Pour la France :<br>CHARLES HERVE COTTEN<br>L. CH. BURTZ<br>A. CHASSIGNOL                                                     | Pour la Jamaïque :<br>T. O. MINOTT<br>D. WEBSTER                           |
| Pour la République Populaire de Chine :<br>LIU YUAN                                                                                         | Pour la République Gabonaise :<br>HENRI OGOUENKERO<br>NTUTUME OUSMAN                                                          | Pour le Japon :<br>YASUO MAKINO<br>MICHIO MIZOGUCHI                        |
| Pour l'Etat de la Cité du Vatican :<br>SILVIO LUONI<br>EVANDRO COSTA                                                                        | Pour la Grèce :<br>ARCHELAOS TSAROUCHAS                                                                                       | Pour le Kenya :<br>A. B. MARUNDA                                           |
| Pour la République Populaire du Congo :<br>J. INSOUJI<br>F. BOUCKACKA                                                                       | Pour la République Populaire Hongroise :<br>HORN DEZSO                                                                        | Pour l'Etat de Koweït :<br>ABDULRAHMAN M.A. AL-AWADI                       |
| Pour la République du Dahomey :<br>ROGER AKRAKOUN                                                                                           | Pour la République de l'Inde :<br>H. J. MIRCHANDANI<br>K. C. KATIYAR                                                          | Pour le Liban :<br>HABIB SAADE                                             |
| Pour le Danemark :<br>GUNNAR PEDERSEN<br>HENRY PEDERSEN                                                                                     | Pour la République d'Indonesie :<br>J. SUTANGGAR TENGKER<br>M.K.M. MANGOENDIPRODJO<br>EEM RACHMAT<br>A. SAMHUDI<br>E. BACHRIE | Pour la République Arabe Libyenne :<br>KHALIL K. ENBYA<br>SALEM A. SHAABAN |
| Pour l'Ensemble des Territoires Représentés<br>par l'Office Français des Postes et Télécommu-<br>nications d'Océanie-Mer :<br>J. CONSTANTIN | Pour l'Iran :<br>M. KESHAVARZIAN                                                                                              | Pour le Luxembourg :<br>LEON BERNARD<br>LEON BODE                          |
| Pour l'Espagne :<br>PEDRO SANCHEZ PEREZ<br>CESAR GONZALEZ PALACIOS<br>FRANCISCO MOLINA NEGRO<br>JOSE MARIA PARDO HORNO                      | Pour l'Irlande :<br>A. T. CORBETT<br>M. GRANT                                                                                 | Pour la Malaisie :<br>MOHAMED BIN DARUS<br>SYED MUSTAFFA ALI               |
|                                                                                                                                             |                                                                                                                               | Pour la République Malgache :<br>B. RABENORO                               |

- Pour la Republique du Mali :  
ALIOU TRAORE
- Pour le Royaume du Maroc :  
M. WAKRIM
- Pour le Mexique :  
JOEL GALVAN TALLEDOS
- Pour Monaco :  
CESAR CHARLES SOLAMITO
- Pour la Republique Federale du Nigeria :  
S. A. OLORUNSHOLA  
S. O. OGUNLEYE  
A. F. OSO  
J. A. SOETAN
- Pour la Norvege :  
PER OVREGARD  
IVAR MOKLEBUST  
K. R. HAMMERSTROM  
HAVARD WEBERG
- Pour la Nouvelle-Zelande :  
W. H. HICKSON  
A. TURPIE
- Pour le Sultanat d'Oman :  
NAASHIAH S. ALKHARUSI
- Pour l'Ouganda :  
A. KAWAMARA
- Pour le Pakistan :  
ZAHEER AHMAD
- Pour le Royaume des Pays-Bas :  
B. J. BAKKER  
J. DULLEMOND  
H. PUNTER
- Pour le Perou :  
AUGUSTO LLANOS OLIVEROS  
BERNARDO MEZA INGAR
- Pour la Republique des Philippines :  
CEFERINO S. CARREON  
MANUEL B. CASAS
- Pour la Republique Populaire de Pologne :  
M. KULA
- Pour le Portugal :  
M. SANTOS SILVA  
LUIS PAZOS ALONSO  
JOSE DA CRUZ FILIPE  
ROGERIO REZENDE RODRIGUES  
JOSE ANTONIO DA SILVA GOMES
- Pour les Provinces Portugaises d'Ostre-Mer :  
M. SANTOS SILVA  
LUIS PAZOS ALONSO  
A. GONCALVES FORTE  
M. OLIVEIRA FERRO  
J. A. DA SILVA PINTO
- Pour la Republique Democratique Allemande :  
SERINEK
- Pour la Republique Socialiste Sovietique de l'Ukraine :  
I. TIMTCHENKO
- Pour la Republique Socialiste de Roumanie :  
NATALIA SOROCEANU
- Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les iles Anglo-Normandes et l'ile de Man :  
TOM U. MEYER  
A. P. HAWKINS  
S. R. V. PARAMOR
- Pour la Republique du Senegal :  
MAHMOUDOU SAMOURA
- Pour la Republique Democratique de Somalie :  
MOHAMEDJAWAD BUKHARI
- Pour la Republique Democratique du Soudan  
ZEIN OSMAN  
MOHAMMED SALIH FADL
- Pour la Republique Sudafricaine :  
C. G. GOUWS  
C. J. VISSER
- Pour la Suede :  
BERTIL BJUREL  
SVEN-ROLAND LETZEN  
RUBEN NASLUND
- Pour la Confederation Suisse :  
F. LOCHER  
B. DELALOYE  
R. RUTSCHI
- Pour la Republique Unie de Tanzanie :  
F. C. KASAMBALA
- Pour la Republique Socialiste Tcheoslovaque :  
KLIMT  
KOVARIK  
WILLIAM E. DENNY
- Pour les Territoires des Etats-Unis d'Amerique  
Pour la Thaïlande :  
S. POWTONGSOOK  
C. KANCHANINDU  
K. PORNSUTEE
- Pour la Republique Togolaise :  
A. AITHNARD
- Pour la Tunisie :  
C. HELLAL  
A. LADJIMI
- Pour la Turquie :  
NURGUN AKYUZALP
- Pour l'Union des Republiques Socialistes Sovietiques :  
N. TALYZINE
- Pour la Republique du Viet-nam :  
BUI-TRONG TUAN  
LE-VAN-HOA  
VUONG-QUANG-NGHIA
- Pour la Republique Socialiste Federative de Yougoslavie :  
STOJANOVIC ZIKA

- a) la parité-or de la monnaie choisie, approuvée par le Fonds monétaire international (ci-après désigné par le sigle F.M.I.). Si toutefois un taux central de la monnaie choisie a été fixé en vertu d'une décision du Conseil d'administration du F.M.I. postérieurement à l'approbation de la parité-or de cette monnaie par le F.M.I., la valeur-or de ce taux central doit être utilisée pour déterminer la valeur équivalente (voir la Note, page 52).
- b) ou la parité-or de la monnaie choisie, fixée unilatéralement par le gouvernement ou par une institution officielle d'émission du pays intéressé (ci-après désignée par l'expression "fixée unilatéralement"). Si toutefois un taux central de la monnaie choisie a été fixé unilatéralement postérieurement à la fixation unilatérale d'une parité-or, la valeur-or de ce taux central doit être utilisée pour déterminer la valeur équivalente (voir la Note, page 52);

3.1 Si la monnaie choisie ne répond pas aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus ou si les limites reconnues par les Statuts du F.M.I. ou par les décisions de son Conseil d'administration (paragraphe 3a) ou fixées antérieurement par le gouvernement ou par une institution d'émission du pays intéressé (paragraphe 3 b) ne sont pas observées, la valeur équivalente de cette monnaie est calculée sur la base du cours pratiqué sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, dans les conditions prévues au paragraphe 6 par référence à une autre monnaie qui répond elle-même aux dispositions du paragraphe 3.

4. Si le solde de compte est exprimé en une monnaie autre que le franc-or et si la monnaie choisie est la même que celle dans laquelle le solde de compte est exprimé, le montant du paiement est le montant du solde de compte.

5. Si le solde de compte est exprimé en une monnaie autre que le franc-or et si la monnaie choisie pour le paiement est différente de celle dans laquelle le solde est exprimé, le montant de la monnaie choisie pour le paiement est déterminé sur la base de la valeur-or de la monnaie du solde de compte par rapport à la valeur-or de la monnaie choisie, en se référant à leurs valeurs respectives déterminées dans les conditions indiquées au paragraphe 3.

## APPENDICE I

### Paiement des soldes de comptes

En l'absence d'arrangements spéciaux entre administrations et/ou exploitations privées reconnues, les monnaies à utiliser pour le paiement des soldes de comptes internationaux des télécommunications — lesquels, conformément aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), sont à exprimer en francs-or — ainsi que les règles de conversion de ces monnaies, doivent être les suivantes:

1. Le paiement des soldes de comptes internationaux de télécommunication est effectué dans la monnaie choisie par le créancier après consultation du débiteur. En cas de désaccord, le choix du créancier doit prévaloir dans tous les cas, sous réserve des dispositions du paragraphe 6.1. Si le créancier ne spécifie pas une monnaie particulière, le choix appartient au débiteur.

2. Le montant du paiement, tel qu'il est déterminé ci-après dans la monnaie choisie, doit avoir une valeur équivalente à celle du solde du compte.

3. Si le solde de compte est exprimé en francs-or, le montant de la monnaie choisie, qui est équivalent en valeur à ce solde, est déterminé par le rapport en vigueur la veille du paiement entre la parité du franc-or et:

9. Les frais de paiement (droits, frais de clearing, provisions, commissions, etc.) supportés dans le pays débiteur, sont à la charge du débiteur. Les frais supportés dans le pays créancier, y compris les frais de paiement prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers, sont à la charge du créancier.

10. Si, pendant la période comprise entre l'envoi du moyen de paiement (chèque, etc.) et le moment de la réception de ce dernier par le créancier, il se produit une variation de la valeur équivalente de la monnaie choisie, calculée comme indiqué aux paragraphes 3, 3.1, 5, 5.1 ou 6, et si la différence résultant de cette variation dépasse 5% de la valeur de la somme due (calculée à la suite de ladite variation), la différence totale est partagée par moitié entre le débiteur et le créancier.

11. S'il se produit un changement fondamental du système monétaire international (par exemple, modification générale substantielle du prix officiel de l'or, abandon de l'or comme base de référence générale pour les monnaies) ayant pour effet de rendre inopérantes ou impropres les dispositions prévues dans un ou plusieurs des paragraphes ci-dessus, les administrations et exploitations privées reconnues ont toute latitude pour adopter, en vertu d'accords réciproques, des dispositions différentes pour le paiement des soldes de comptes, en attendant la revision du présent Appendice.

*Note:* Lorsque le taux central est exprimé par rapport à la monnaie d'un autre pays membre du F.M.I. (cette monnaie étant appelée ci-après "l'autre monnaie"), le montant en monnaie choisie est déterminé dans un premier temps par application au montant exprimé en francs-or de la parité (approuvée par le F.M.I.) de l'autre monnaie, puis dans un second temps en convertissant dans la monnaie choisie le résultat ainsi obtenu. Dans le cas où il n'existe pas pour l'autre monnaie de parité en vigueur approuvée par le F.M.I., les dispositions du paragraphe 6 doivent être appliquées.

5.1 Si, pour l'une ou l'autre ou pour les deux monnaies mentionnées au paragraphe 5, il n'existe pas de parité ou de valeur telle que celle indiquée au paragraphe 3, ou si les limites reconnues par les Statuts du F.M.I. ou par les décisions de son Conseil d'administration, ou fixées antérieurement par le gouvernement ou par l'institution d'émission du pays intéressé ne sont pas observées, la valeur équivalente d'une monnaie par rapport à l'autre est calculée sur la base du cours pratiqué sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, dans les conditions prévues au paragraphe 6.

6. Pour déterminer l'équivalent d'une monnaie sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis dont il est fait mention aux paragraphes 3.1 et 5.1, il convient de se fonder sur le cours de clôture applicable dans la majorité des transactions commerciales, pour remise immédiate par avis télégraphique, au marché officiel des changes ou au marché normalement admis dans le principal centre financier du pays débiteur la veille du paiement, ou sur le taux le plus récent.

6.1 Si le créancier choisit une monnaie à parité-or ou taux central fixés unilatéralement ou une monnaie dont la valeur équivalente doit être déterminée sur la base d'une monnaie à parité-or ou taux central fixés unilatéralement, l'emploi de la monnaie choisie doit être acceptable par le débiteur.

7. A la date du paiement, le débiteur doit transmettre le montant de monnaie choisie calculé comme indiqué plus haut, par un chèque bancaire, un virement ou tout autre moyen acceptable par le débiteur et par le créancier. Si le créancier n'émet pas de préférence, le choix appartient au débiteur.

8. Les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent, par accord mutuel, régler par compensation leurs soldes de toute nature, à leur crédit et à leur débit, dans leurs relations avec d'autres administrations et/ou exploitations privées reconnues sous réserve que les délais de paiement soient observés. La compensation peut être étendue par accord mutuel aux créations des services postaux quand les deux administrations ou exploitations privées reconnues assurent les services postaux et de télécommunications.

(RTg Ap 2)

## APPENDICE 2

SECRETARIAT GENERAL  
COMMUNICATIONS RECIPROQUESRelations des administrations entre elles par  
l'intermédiaire du Secrétariat général

1. Les administrations\*) notifient au Secrétariat général, par voie télégraphique, toute suspension de service effectuée en application de l'article 33 de la Convention (Montreux, 1965), toute autre circonstance anormale affectant l'écoulement du trafic, ainsi que le retour aux conditions normales.
2. Le secrétaire général porte immédiatement, par voie télégraphique, ces informations à la connaissance des autres administrations\*).
3. Les administrations (ou les exploitations privées reconnues autorisées par elles) notifient au Secrétariat général leurs taxes terminales et de transit ainsi que tout changement ultérieur de ces taxes.
4. Ces changements de taxe doivent être notifiés suffisamment à temps, si nécessaire par voie télégraphique, pour permettre au secrétaire général de les communiquer, par la voie du Bulletin d'exploitation, aux administrations\*) dans les délais fixés dans les Avis du C.C.I.T.T.
5. Les administrations\*) communiquent au Secrétariat général l'ouverture de voies nouvelles et la suppression de voies existantes, pour autant que ces voies intéressent le service international. Le secrétaire général publie ces renseignements dans le Bulletin d'exploitation.

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

6. Le Secrétariat général publie aussi d'autres renseignements et statistiques qui se rapportent aux services internationaux, conformément aux accords conclus entre administrations et/ou exploitations privées reconnues et aux résolutions des conférences administratives compétentes, et en tenant compte des Avis des Comités consultatifs.

7. Les administrations\*) notifient au Secrétariat général toutes les additions, modifications ou suppressions à apporter aux renseignements et statistiques mentionnés ci-dessus. Dans la mesure du possible, les amendements à apporter aux documents en cause sont communiqués dans la forme requise pour ces documents. Pour les statistiques et autres renseignements qui doivent être présentés sous forme de tableaux, des questionnaires seront transmis aux administrations\*).

8. Les administrations\*) doivent répondre d'une manière rapide et complète aux demandes du secrétaire général portant sur des renseignements à inclure dans les documents dont il s'agit.

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

## ANNEXE (voir l'article 4)

### 1. *Télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine*

1.1 Conformément aux dispositions de l'article 39 de la Convention (Montreux, 1965), les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi que les télégrammes épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé ont la priorité absolue sur tous les autres télégrammes.

1.2 Ces télégrammes, émis par des autorités gouvernementales ou par des particuliers, doivent se rapporter à la sécurité de la vie humaine dans des cas d'urgence exceptionnelle dont le caractère d'intérêt général est évident.

1.3 Les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine émis par le siège de l'Organisation mondiale de la santé ou par les centres épidémiologiques régionaux de cette organisation doivent porter l'attestation qu'ils sont bien des télégrammes d'urgence exceptionnelle relatifs à la sécurité de la vie humaine.

1.4 Le texte et la signature des télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine déposés dans les bureaux télégraphiques doivent être rédigés en langage clair.

1.5 Les administrations\*) sont tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine.

### 2. *Télégrammes d'Etat et télégrammes relatifs à l'application de la Charte des Nations Unies*

2.1 Les télégrammes d'Etat sont ceux que la Convention (Montreux, 1965) définit comme tels.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

2.2 Les télégrammes d'Etat doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'Etat qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigée lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

2.3 Les réponses aux télégrammes d'Etat sont également considérées comme des télégrammes d'Etat. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'Etat est établi par la production du télégramme d'Etat primitif.

2.4 Les télégrammes des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'Etat que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent d'affaires de service. Toutefois, ceux de ces télégrammes qui ne remplissent pas ces conditions sont acceptés par les bureaux et transmis comme télégrammes d'Etat, mais ces bureaux les signalent immédiatement à l'administration dont ils relèvent.

2.5 Le numéro 19 du présent Règlement définit des télégrammes relatifs à l'application de la Charte des Nations Unies auxquels une priorité spéciale doit être accordée et qui sont considérés comme des télégrammes d'Etat.

2.6 Les administrations\*) sont tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes d'Etat pour lesquels l'expéditeur a demandé la priorité de transmission.

### 3. *Télégrammes météorologiques*

Le terme "télégramme météorologique" désigne un télégramme envoyé par un service météorologique officiel ou par une station en relation officielle avec un tel service, adressé à un tel service ou à une telle station, et contenant exclusivement des observations ou des prévisions météorologiques. Un télégramme de l'espèce doit toujours être considéré comme rédigé en langage clair.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

## (RTg An)

5. *Télégrammes privés ordinaires*

Les télégrammes privés ordinaires sont les télégrammes privés dont l'acceptation est obligatoire, autres que les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine, les télégrammes météorologiques et les télégrammes concernant les personnes protégées en temps de guerre par les Conventions de Genève du 12 août 1949.

6. *Correspondance télégraphique de service*

La correspondance télégraphique de service comprend les télégrammes de service, les avis de service et les avis de service taxés.

6.1 Les *télégrammes de service* sont les télégrammes qui se rapportent aux télécommunications publiques internationales et qui sont échangés entre:

6.1.1 les administrations,

6.1.2 les exploitations privées reconnues,

6.1.3 les administrations et les exploitations privées reconnues,

6.1.4 les administrations et exploitations privées reconnues d'une part et le secrétaire général de l'U.I.T. d'autre part.

6.2 Les *avis de service* sont des télégrammes qui se rapportent à des incidents de service ou qui sont relatifs au fonctionnement des circuits et des bureaux ou centres télégraphiques et aux transmissions de trafic. Ils sont échangés entre les bureaux ou centres télégraphiques.

6.3 Les *avis de service taxés* sont des télégrammes émis par l'expéditeur ou le destinataire d'un télégramme en vue d'obtenir des informations relatives à ce télégramme ou de donner des instructions à son sujet.

## (RTg An)

4. *Télégrammes concernant les personnes protégées en temps de guerre par les Conventions de Genève du 12 août 1949*

## 4.1 Ces télégrammes comprennent:

a) les télégrammes adressés aux prisonniers de guerre et aux civils internés, ou à leurs représentants (hommes de confiance, comités d'internés); par les Sociétés de secours reconnues venant en aide aux victimes de la guerre;

b) les télégrammes que les prisonniers de guerre et les civils internés sont autorisés à envoyer et ceux que leurs représentants (hommes de confiance, comités d'internés) expédient dans l'exercice de leurs fonctions conventionnelles;

c) les télégrammes concernant les prisonniers de guerre, les civils internés ou en liberté restreinte, le décès de militaires ou de civils au cours d'hostilités, envoyés dans l'exercice de leurs fonctions conventionnelles par les bureaux nationaux de renseignements et par l'Agence centrale de renseignements prévus par les Conventions de Genève du 12 août 1949, ainsi que par les délégations de ces bureaux ou de cette Agence.

4.2 Les télégrammes expédiés par les prisonniers de guerre, par les civils internés ou par leurs représentants, doivent être revêtus du sceau du camp ou de la signature de son commandant ou d'un de ses remplaçants.

4.3 Les télégrammes envoyés par les bureaux et par l'Agence visés ci-dessus ou par leurs délégations, ainsi que ceux qui sont expédiés par les sociétés de secours reconnues venant en aide aux victimes de la guerre, doivent porter le sceau du bureau, de l'Agence, de la délégation ou de la société qui les expédie.

## Ρèglement téléphonique

### Article premier

#### Objet du Règlement téléphonique

1 1.(1) Le Règlement téléphonique fixe les principes généraux à observer dans le service téléphonique international.

(2) En appliquant les principes exposés dans le Règlement, les Administrations\*), pour tout ce qui n'y est pas prévu, devraient se conformer aux Avis du C.C.I.T.T., y compris toutes Instructions qui font partie de ces Avis.

2 2. Les dispositions du présent Règlement sont applicables quel que soit le moyen de transmission utilisé, sous réserve que le Règlement des radiocommunications et le Règlement additionnel des radiocommunications n'en disposent pas autrement.

### Article 2

#### Définitions

##### Voie d'acheminement internationale

Une voie d'acheminement internationale se compose des circuits à utiliser pour l'acheminement du trafic de télécommunication entre deux centres ou bureaux terminaux internationaux.

##### Taxe de répartition

Taxe fixée par accord entre administrations\*) pour une relation donnée et servant à l'établissement des comptes internationaux.

##### Taxe de perception

Taxe établie et perçue par une administration\*) sur les usagers de son pays pour l'utilisation du service international des télécommunications.

##### Instruction

Une Instruction est un Avis (ou un ensemble d'Avis) élaboré par le C.C.I.T.T., traitant de modalités pratiques d'exploitation et de tarification, qui peut être éditée sous forme d'un manuel à l'intention des services d'exploitation des administrations et des exploitations privées reconnues.

### Article 3

#### Réseau international

3 1. Toutes les administrations\*) doivent favoriser l'établissement du service téléphonique à l'échelle mondiale et s'efforcer d'étendre le service téléphonique international à leur réseau national.

4 2. Les administrations\*) désignent les centres qui, dans le territoire qu'elles desservent, doivent être considérés comme centres internationaux.

5 3. Les voies de communication et installations pour le service téléphonique international sont établies en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service.

6 4. Les administrations\*) collaborent afin de constituer, exploiter et entretenir les voies et installations utilisées pour le service téléphonique international de manière à assurer la meilleure qualité de service possible.

7 5. Les administrations\*) déterminent d'un commun accord les voies d'acheminement à utiliser.<sup>1)</sup>

### Article 4

#### Services offerts aux usagers

8 1. Les administrations\*) fixent par accord mutuel les catégories de conversations, les facilités spéciales et les transmissions spéciales utilisant les circuits téléphoniques à admettre dans leurs relations internationales réciproques, en respectant les dispositions des articles 39 et 40 de la Convention (Montreux, 1965). A cette fin, les administrations peuvent conclure des accords bilatéraux ou régionaux ayant pour objet d'améliorer les services téléphoniques offerts aux usagers.

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

1) Dans l'attente d'un accord mutuel, voir la Recommandation N° 2 concernant le traitement du trafic de départ.

9 2. Les administrations\*) déterminent par accord mutuel les conditions dans lesquelles elles mettent des circuits internationaux de type téléphonique à la disposition exclusive d'usagers, moyennant une redevance appropriée, dans les relations où de tels circuits demeurent disponibles après satisfaction des besoins des services publics de télécommunications.

#### Article 5

##### Méthodes d'exploitation

10 Les administrations\*) s'entendent pour appliquer, dans leurs relations internationales, les méthodes d'exploitation qui répondent le mieux aux besoins, compte tenu des conditions et des possibilités d'exploitation.

#### Article 6

##### Taxes de répartition

11 1. La taxe de répartition se compose des taxes terminales et, s'il y a lieu, de la ou des taxes de transit.

12 2. Les administrations\*) fixent leurs taxes terminales et de transit.

13 3. Toutefois, les administrations\*) peuvent, par accord, fixer la taxe globale de répartition applicable dans une relation donnée et la répartir en parts terminales revenant aux administrations\*) des pays terminaux et, s'il y a lieu, en parts de transit revenant aux administrations\*) des pays de transit.

14 4. Dans le cas où un accord du type de celui prévu au numéro 13 n'est pas réalisé, la taxe globale de répartition est déterminée conformément aux dispositions des numéros 11 et 12.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

15 5. Quand une administration\*) a acquis, par location ou par tout autre moyen, le droit d'utiliser une partie des circuits et/ou des installations d'une autre administration\*), elle fixe la taxe de répartition conformément aux dispositions des numéros 11 et 12 pour l'utilisation de cette partie de la liaison. De même, aux termes des dispositions du numéro 13, la part de la taxe globale de répartition pour la partie dont il s'agit revient à l'administration\*) qui a acquis le droit d'utiliser les circuits et/ou les installations de l'autre administration\*). Les mêmes dispositions s'appliquent quand plusieurs administrations\*) ont acquis en commun le droit d'utiliser une partie des circuits et/ou des installations d'une autre administration\*).

#### Article 7

##### Taxes de perception

16 1. Sous réserve de la législation nationale applicable, chaque administration\*) fixe les taxes à percevoir sur les usagers. Ce faisant, les administrations\*) devraient s'efforcer d'éviter une trop grande dissymétrie entre les taxes de perception applicables dans les deux sens d'une même relation.

17 2. La taxe à percevoir sur les usagers pour une communication devrait, en principe, être la même dans une relation donnée, quelle que soit la voie d'acheminement utilisée.

#### Article 8

##### Comptabilité<sup>1)</sup>

18 1. Sauf accord spécial, l'administration\*) responsable de la perception des taxes établit un compte mensuel relatif à tous les montants dus et le transmet aux administrations\*) intéressées.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

1) Voir aussi l'Appendice I.

19 2. Les comptes sont envoyés aussi rapidement que possible et en tout cas avant la fin du troisième mois suivant celui auquel ils se rapportent.

20 3. En principe, un compte est censé être accepté sans qu'il soit nécessaire d'en notifier explicitement l'acceptation à l'administration\*) qui l'a présenté.

21 4. Cependant, toute administration\*) a le droit de contester les éléments d'un compte pendant une période de deux mois à compter de sa date de réception, mais seulement dans la mesure nécessaire pour ramener les différences dans des limites mutuellement convenues.

22 5. Le paiement du solde relatif à un compte ne sera pas différé dans l'attente d'un accord au sujet d'une contestation relative à ce compte. Les ajustements admis après coup d'un commun accord seront inclus dans un compte ultérieur.

23 6. Dans les relations pour lesquelles il n'existe pas d'accord spécial, un décompte trimestriel indiquant les soldes des comptes mensuels pour la période à laquelle ce décompte se rapporte est établi aussi rapidement que possible par l'administration\*) créancière et transmis en double exemplaire à l'administration\*) débitrice laquelle, après vérification, renvoie l'un des exemplaires revêtu de son visa d'acceptation.

24 7. Les paiements sont effectués aussi rapidement que possible et en tout cas dans un délai maximum de six semaines après la date de réception du décompte trimestriel par l'administration\*) débitrice. Passé ce délai, l'administration\*) créancière a le droit d'exiger des intérêts à raison de 6% par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

---

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

## DISPOSITIONS FINALES

### Article 9

#### Dispositions complémentaires au Règlement

25 1. Le présent Règlement pourra, en exécution des dispositions de la Résolution N° 37 de la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) être complété par un Appendice supplémentaire faisant partie intégrante dudit Règlement et contenant, le cas échéant:

— toutes les dispositions que la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974 pourra juger nécessaire d'incorporer au présent Règlement;

— toutes les dispositions du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications (Revision de 1971) que ladite conférence pourra juger opportun de transférer;

— tout amendement à ces dispositions ou toute nouvelle disposition du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications qui seront adoptés par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974.

26 2. Cependant, aucune clause ainsi transférée par la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes et incorporée à l'Appendice cité au numéro 25 ne saurait être interprétée comme amendant ou modifiant l'une quelconque des clauses du présent Règlement; en cas d'incompatibilité, le texte du Règlement l'emporte sur les dispositions de cette clause.

27 Le Règlement téléphonique est complété par les Appendices 1 et 2 qui en font partie intégrante.

#### Article 10

#### Appendices

#### Article 11

#### Mise en vigueur du Règlement

28 1. Le présent Règlement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1974, à l'exception de l'Appendice éventuel cité au numéro 25, lequel entrera en vigueur à une date que fixera la Conférence administrative mondiale des radiocommunications maritimes de 1974.

29 2. En signant le présent Règlement, les délégués respectifs déclarent que, si une administration formule des réserves au sujet de l'application d'une ou de plusieurs dispositions de ce Règlement, aucune autre administration n'est obligée d'observer la ou lesdites dispositions dans ses relations avec l'administration qui a formulé de telles réserves.

EN FOI DE QUOI, les délégués respectifs ont signé le présent Règlement en un exemplaire qui, avec l'Appendice cité au numéro 25, restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, la quelle en remettra une copie certifiée conforme à chacun des pays signataires.

Fait à Genève, le 11 avril 1973

(Subsent les mêmes signatures que pour le Règlement télégraphique)

#### APPENDICE 1

#### Paiement des soldes de comptes

En l'absence d'arrangements spéciaux entre administrations et/ou exploitations privées reconnues, les monnaies à utiliser pour le paiement des soldes de comptes internationaux des télécommunications — lesquels, conformément aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), sont à exprimer en francs-or — ainsi que les règles de conversion de ces monnaies, doivent être les suivantes:

1. Le paiement des soldes de comptes internationaux de télécommunications est effectué dans la monnaie choisie par le créancier après consultation du débiteur. En cas de désaccord, le choix du créancier doit prévaloir dans tous les cas, sous réserve des dispositions du paragraphe 6.1. Si le créancier ne spécifie pas une monnaie particulière, le choix appartient au débiteur.

2. Le montant du paiement, tel qu'il est déterminé ci-après dans la monnaie choisie, doit avoir une valeur équivalente à celle du solde du compte.

3. Si le solde de compte est exprimé en francs-or, le montant de la monnaie choisie, qui est équivalent en valeur à ce solde, est déterminé par le rapport en vigueur la veille du paiement entre la parité du franc-or et:

a) la parité-or de la monnaie choisie, approuvée par le Fonds monétaire international (ci-après désigné par le sigle F.M.I.). Si toutefois un taux central de la monnaie choisie a été fixé en vertu d'une décision du Conseil d'administration du F.M.I. postérieurement à l'approbation de la parité-or de cette monnaie par le F.M.I., la valeur-or de ce taux central doit être utilisée pour déterminer la valeur équivalente (voir la Note, page 72);

6. Pour déterminer l'équivalent d'une monnaie sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis dont il est fait mention aux paragraphes 3.1 et 5.1, il convient de se fonder sur le cours de clôture applicable dans la majorité des transactions commerciales, pour remise immédiate par avis télégraphique, au marché officiel des changes ou au marché normalement admis dans le principal centre financier du pays débiteur la veille du paiement, ou sur le taux le plus récent.

6.1 Si le créancier choisit une monnaie à parité-or ou taux central fixés unilatéralement ou une monnaie dont la valeur équivalente doit être déterminée sur la base d'une monnaie à parité-or ou taux central fixés unilatéralement, l'emploi de la monnaie choisie doit être acceptable par le débiteur.

7. A la date du paiement, le débiteur doit transmettre le montant de monnaie choisie calculé comme indiqué plus haut, par un chèque bancaire, un virement ou tout autre moyen acceptable par le débiteur et par le créancier. Si le créancier n'émet pas de préférence, le choix appartient au débiteur.

8. Les administrations ou exploitations privées reconnues peuvent, par accord mutuel, régler par compensation leurs soldes de toute nature, à leur crédit et à leur débit, dans leurs relations avec d'autres administrations et/ou exploitations privées reconnues sous réserve que les délais de paiement soient observés. La compensation peut être étendue par accord mutuel aux créances des services postaux quand les deux administrations ou exploitations privées reconnues assurent les services postaux et de télécommunications.

9. Les frais de paiement (droits, frais de clearing, provisions, commissions, etc.) supportés dans le pays débiteur, sont à la charge du débiteur. Les frais supportés dans le pays créancier, y compris les frais de paiement prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers, sont à la charge du créancier.

b) ou la parité-or de la monnaie choisie, fixée unilatéralement par le gouvernement ou par une institution officielle d'émission du pays intéressé (ci-après désignée par l'expression "fixée unilatéralement"). Si toutefois un taux central de la monnaie choisie à été fixé unilatéralement postérieurement à la fixation unilatérale d'une parité-or, la valeur-or de ce taux central doit être utilisée pour déterminer la valeur équivalente (voir la Note, page 72).

3.1 Si la monnaie choisie ne répond pas aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus ou si les limites reconnues par les Statuts du F.M.I. ou par les décisions de son Conseil d'administration (paragraphe 3 a)) ou fixées antérieurement par le gouvernement ou par une institution d'émission du pays intéressé (paragraphe 3 b)) ne sont pas observées, la valeur équivalente de cette monnaie est calculée sur la base du cours pratiqué sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, dans les conditions prévues au paragraphe 6 par référence à une autre monnaie qui répond elle-même aux dispositions du paragraphe 3.

4. Si le solde de compte est exprimé en une monnaie autre que le franc-or et si la monnaie choisie est la même que celle dans laquelle le solde de compte est exprimé, le montant du paiement est le montant du solde de compte.

5. Si le solde de compte est exprimé en une monnaie autre que le franc-or et si la monnaie choisie pour le paiement est différente de celle dans laquelle le solde est exprimé, le montant de la monnaie choisie pour le paiement est déterminé sur la base de la valeur-or de la monnaie du solde de compte par rapport à la valeur-or de la monnaie choisie, en se référant à leurs valeurs respectives déterminées dans les conditions indiquées au paragraphe 3.

5.1 Si, pour l'une ou l'autre ou pour les deux monnaies mentionnées au paragraphe 5, il n'existe pas de parité ou de valeur telle que celle indiquée au paragraphe 3, ou si les limites reconnues par les Statuts du F.M.I. ou par les décisions de son Conseil d'administration, ou fixées antérieurement par le gouvernement ou par l'institution d'émission du pays intéressé ne sont pas observées, la valeur équivalente d'une monnaie par rapport à l'autre est calculée sur la base du cours pratiqué sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, dans les conditions prévues au paragraphe 6.

## (RTF Ap 1)

10. Si, pendant la période comprise entre l'envoi du moyen de paiement (chèque, etc.) et le moment de la réception de ce dernier par le créancier, il se produit une variation de la valeur équivalente de la monnaie choisie, calculée comme indiqué aux paragraphes 3, 3.1, 5, 5.1 ou 6, et si la différence résultant de cette variation dépasse 5% de la valeur de la somme due (calculée à la suite de ladite variation), la différence totale est partagée par moitié entre le débiteur et le créancier.

11. S'il se produit un changement fondamental du système monétaire international (par exemple, modification générale substantielle du prix officiel de l'or, abandon de l'or comme base de référence générale pour les monnaies) ayant pour effet de rendre inopérantes ou impropres les dispositions prévues dans un ou plusieurs des paragraphes ci-dessus, les administrations et exploitations privées reconnues ont toute latitude pour adopter, en vertu d'accords réciproques, des dispositions différentes pour le paiement des soldes de comptes, en attendant la révision du présent Appendice.

## APPENDICE 2

SECRETARIAT GENERAL  
COMMUNICATIONS RECIPROQUESRelations des administrations entre elles par l'intermédiaire  
du Secrétariat général

1. Le Secrétariat général publie les renseignements et statistiques qui se rapportent aux services internationaux, conformément aux accords conclus entre administrations et/ou exploitations privées reconnues et aux résolutions des conférences administratives compétentes, et en tenant compte des Avis des Comités consultatifs.
2. Les administrations\*) notifient au Secrétariat général toutes les additions, modifications ou suppressions à apporter aux renseignements et statistiques mentionnés ci-dessus. Dans la mesure du possible, les amendements à apporter aux documents en cause sont communiqués dans la forme requise pour ces documents. Pour les statistiques et autres renseignements qui doivent être présentés sous forme de tableaux, des questionnaires seront transmis aux administrations\*).
3. Les administrations\*) doivent répondre d'une manière rapide et complète aux demandes du secrétaire général portant sur des renseignements à inclure dans les documents dont il s'agit.

## Protocole final

Au moment de signer les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), les délégués sous-signés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence:

\*) ou exploitation(s) privée(s) reconnue(s)

*Note:* Lorsque le taux central est exprimé par rapport à la monnaie d'un autre pays membre du F.M.I. (cette dernière monnaie étant appelée ci-après "l'autre monnaie"), le résultat en monnaie choisie est déterminé dans un premier temps par application au montant exprimé en francs-or de la parité (approuvée par le F.M.I.) de l'autre monnaie, puis dans un second temps en convertissant dans la monnaie choisie le résultat ainsi obtenu. Dans le cas où il n'existe pas pour l'autre monnaie de parité en vigueur approuvée par le F.M.I., les dispositions du paragraphe 6 doivent être appliquées.

## III

## (Règlements télégraphique et téléphonique)

*Pour l'Algérie (République Algérienne  
Démocratique et Populaire)*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), la délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire déclare réserver le droit de son pays de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains pays n'observeraient pas les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique.

## IV

## (Règlement télégraphique et téléphonique)

*Pour la Jamaïque*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), la délégation de la Jamaïque réserve le droit de son administration d'accepter ou de refuser, en totalité ou en partie, les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique.

## V

## (Règlements télégraphique et téléphonique)

*Pour la République Arabe Libyenne*

La signature par la délégation libyenne des Actes finals (Règlement télégraphique, Règlement téléphonique, Protocole final) de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973) est sujette à l'approbation du Gouvernement de la République Arabe Libyenne, ainsi que cela est indiqué dans les pouvoirs de ladite délégation.

## VI

## (Règlements télégraphique et téléphonique)

*Pour le Mexique*

En signant le Règlement télégraphique et le Règlement téléphonique, le Mexique se réserve le droit d'appliquer les Avis du C.C.I.T.T. dans la mesure où ils permettent de résoudre tant les problèmes internationaux de caractère universel que les problèmes régionaux.

## I

## (Règlement télégraphique)

*Pour les Etats-Unis d'Amérique*

1. Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature du Règlement télégraphique (Révision de Genève, 1973) faite en leur nom, ou par la ratification de ce Règlement, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation au sujet de l'application d'une disposition quelconque du Règlement au service intérieur des Etats-Unis, en ce qui concerne le service télégraphique entre les Etats-Unis, d'une part, le Canada, le Mexique et les Iles Saint-Pierre et Miquelon, d'autre part, et les tarifs applicables à un tel service.

2. Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation au sujet de l'application d'une disposition quelconque du Règlement télégraphique (Révision de Genève, 1973) au service sur des voies de télécommunications autres que les voies ouvertes à la correspondance publique.

## II

## (Règlement téléphonique)

*Pour les Etats-Unis d'Amérique*

1. Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature du Règlement téléphonique (Révision de Genève, 1973) faite en leur nom, ou par la ratification de ce Règlement, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation au sujet de l'application d'une disposition quelconque du Règlement au service intérieur des Etats-Unis, en ce qui concerne le service téléphonique entre les Etats-Unis, d'une part, le Canada, le Mexique et les Iles Saint-Pierre et Miquelon, d'autre part, et les tarifs applicables à un tel service.

2. Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation au sujet de l'application d'une disposition quelconque du Règlement téléphonique (Révision de Genève, 1973) au service sur des voies de télécommunications autres que les voies ouvertes à la correspondance publique.

## VII

(Règlements télégraphique et téléphonique)

*Pour la République Socialiste de Roumanie*

La délégation roumaine, en procédant à la signature des Actes finals de la présente Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique, c'est-à-dire du Règlement télégraphique, du Règlement téléphonique et du Protocole final, déclare qu'elle signe ces Actes sous la réserve de leur approbation ultérieure par le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

## VIII

(Règlements télégraphique et téléphonique)

*Pour la République Démocratique Somalie*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), la délégation de la République Démocratique Somalie déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays quelconque ne respecte pas les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique adoptés par ladite Conférence.

## IX

(Règlements télégraphique et téléphonique)

*Pour la République Démocratique du Soudan*

En signant les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique (Genève, 1973), la délégation de la République Démocratique du Soudan déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si un pays quelconque ne respecte pas les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique adoptés par ladite Conférence.

## X

*Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie,**la République Populaire de Bulgarie,**la République Populaire Hongroise,**la République Populaire de Pologne,**la République Démocratique Allemande,**la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine,**la République Socialiste Tchèqueoslovaque**l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques*

La République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, la République Socialiste Tchèqueoslovaque, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques déclarent que les délégués de l'Administration de Saïgon ne représentent pas le Viet-Nam du Sud car, au Viet-Nam du Sud, il existe deux zones et deux administrations: le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et l'Administration de Saïgon.

En conséquence, la signature des Actes finals par les délégués de l'Administration de Saïgon ne peut pas être considérée comme la signature au nom du Viet-Nam du Sud.

## XI

*Pour la République Populaire de Chine*

1. L'Accord de Paris sur le Viet-Nam reconnaît en fait l'existence, au Viet-Nam du Sud, de deux administrations: le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud et les autorités de Saïgon. Dans le contexte politique actuel, il n'est pas normal que les autorités de Saïgon soient représentées unilatéralement aux réunions de l'U.I.T. Nous exprimons donc nos regrets.

Les signatures apposées par les représentants des autorités de Saïgon au bas des Règlements télégraphique et téléphonique sont donc nulles et non avenues.

2. Les dirigeants blancs d'Afrique du Sud, qui imposent la loi coloniale au peuple sud-africain, ne sont en aucune façon qualifiés pour participer aux réunions de l'U.I.T. au nom de ce peuple. Il est donc illégal qu'ils signent les Règlements télégraphique et téléphonique.

## XII

*Pour la République Populaire d'Albanie*

1. La délégation de la République Populaire d'Albanie proteste contre la présence à cette conférence de la délégation de la soi-disant République du Viet-Nam, parce que cette délégation ne représente pas le peuple vietnamien.

2. La délégation de la République Populaire d'Albanie tient à déclarer qu'elle considère nulle et non avenue les pleins pouvoirs émanant du Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud.

## XIII

*Pour la République Socialiste de Roumanie*

1. La délégation de la République Socialiste de Roumanie déclare que l'Administration de Saïgon ne peut pas représenter le Viet-Nam du Sud aux travaux de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique. En conséquence, la délégation roumaine considère la signature des Actes de ladite Conférence par les représentants des autorités de Saïgon comme nulle et non avenue.

2. La délégation de la République Socialiste de Roumanie considère en même temps que la délégation de la République de l'Afrique du Sud ne représente pas les intérêts du peuple sud-africain et par conséquent ne peut pas agir au nom de celui-ci.

## XIV

*Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie*

Au nom de la délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, il est déclaré que la délégation du Viet-Nam n'a pas le droit de signer les Actes finals de cette conférence au nom du Viet-Nam tout entier.

## XV

*Pour la République du Viet-Nam*

1. La délégation de la République du Viet-Nam rejette catégoriquement les déclarations tendancieuses faites par certaines délégations et déplore l'usage abusif de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique par ces délégations à des fins politiques et de propagande.

2. La délégation de la République du Viet-Nam réitère la déclaration qu'elle a faite à la Commission de vérification des pouvoirs et considère les déclarations des délégations susmentionnées comme nulles et non avenues.

## XVI

*Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), la République Unie du Cameroun, la République Centrafricaine, la République Populaire du Congo, la République du Dahomey, l'Ethiopie, le*

*Kenya, la République Arabe Libyenne, la République Malgache, la République du Mali, le Royaume du Maroc, la République Fédérale de Nigéria, l'Ouganda, la République du Sénégal, la République Démocratique du Soudan, la République Unie de Tanzanie, la République Togolaise, la Tunisie,*

Les délégations ci-dessus considèrent que la délégation ici présente au nom de la République Soudanaise ne représente pas les intérêts du peuple sud-africain. Elle ne peut ainsi agir au nom de celui-ci.

En conséquence, il est illégal qu'elle signe les Actes finals de la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique.

## XVII

*Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Pologne, la République Démocratique Allemande, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, la République Socialiste Tchécoslovaque, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques*

Les délégations ci-dessus appuient sans réserve la déclaration du groupe des pays africains relative à la condamnation de la politique raciste de la République Soudanaise et à l'illégalité de la participation de la délégation de la République Soudanaise aux travaux de la Conférence.

EN FOI DE QUOI, les délégués respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des signataires.

Fait à Genève, le 11 avril 1973.

(Suivent les mêmes signatures que pour le Règlement télégraphique)

## ΤΗΛΕΓΡΑΦΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ.

## "Αρθρον 1.

Ἀντικείμενον τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ.

1 1.(1) Ὁ Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς καθορίζει τὰς γενικὰς ἀρχάς, τὰς τηρητέας εἰς τὴν Διεθνή Τηλεγραφικὴν Ὑπηρεσίαν.

(2) Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν εἰς τὸν Κανονισμὸν ἀναγε-  
ρομένων ἀρχῶν, αἱ Διευθύνσεις\* διὰ πᾶν ὅ,τι δὲν προβλέ-  
πεται εἰς τοῦτον, δέον νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τὰς Συστά-  
σεις τῆς C.C.I.T.T., περιλαμβανομένων ἀπασῶν τῶν Ὁδη-  
γίων, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν τμήμα τῶν Συστάσεων τούτων.

2 2. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐφαρμό-  
ζονται ἀνεξαρτήτως τῶν χρησιμοποιουμένων μέσων μετα-  
βιβάσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ὁ Κανονισμὸς Ραδιοεπι-  
κοινωνιῶν καὶ ὁ Πρόσθετος Κανονισμὸς Ραδιοεπικοινωνιῶν  
δὲν ἐρίζουν ἄλλως.

## "Αρθρον 2.

## Ὅρισμοί.

Διεθνὴς ὁδὸς δρομολογήσεως.

Ἡ διεθνὴς ὁδὸς δρομολογήσεως ἀποτελεῖται ἐκ κυκλω-  
μάτων χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν διοχέτευσιν τῆς τηλεπι-  
κοινωνικῆς κινήσεως μεταξὺ δύο διεθνῶν τελεματικῶν  
Κέντρων ἢ Γραφείων.

Διεθνὴς Δημοσίαι Τηλεγραφικὴ Ὑπηρεσία.

Ὑπηρεσία ἐξασφαλίζουσα τὴν διακομιδὴν διεθνῶν τηλε-  
γραφήματων διαφόρων κατηγοριῶν.

## Διεθνὴς Τηλεγραφικὴ Ὑπηρεσία

Καθορίζει τὰς γενικότητας τῶν πάσης φύσεως διεθνῶν  
τηλεγραφικῶν ὑπηρεσιῶν, περιλαμβανομένων τῶν ὑπηρε-  
σιῶν τηλεγραφήματων καὶ ραδιοτηλεγραφήματων, φωτο-  
τηλεγραφίας, TELEX, μεταβιβάσεως DATA, ραδιοεπι-  
κοινωνιῶν προκαθορισμένης ὥρας, ὡς καὶ τῆς ὑπηρεσίας  
μισθωμένων τηλεγραφικῶν κυκλωμάτων.

Συνήθη ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα.

Συνήθη ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα τῶν ὁποίων ἡ ἀποδοχὴ  
εἶναι ὑποχρεωτική, ἐκτὸς τῶν τηλεγραφήματων τῶν ἀπο-  
ρῶντων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, τῶν μετεω-  
ρολογικῶν τηλεγραφήματων καὶ τῶν τηλεγραφήματων τῶν  
ἀπορῶντων εἰς τὰ ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης  
Αὐγούστου 1949 προστατευόμενα πρόσωπα ἐν καιρῷ  
πολέμου.

Τέλος κατανομῆς.

Τέλος καθορίζουσαν διὰ συμφωνίας μεταξὺ Διευθύνσεων\*  
εἰς μίαν δεδομένην στέσιν καὶ τὸ ὅπουον χρησιμοποιεῖται  
διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν.

Τέλος εἰσπράξεως.

Τέλος καθορίζουσαν καὶ εἰσπραττόμενον ὑπὸ Διευθύν-  
σεως\* ἀπὸ τὸ Κοινὸν τῆς χώρας τῆς διὰ τὴν χρησιμοποίη-  
σιν τῆς διεθνούς τηλεπικοινωνιακῆς ὑπηρεσίας.

Ὁδηγία.

Ὁδηγία εἶναι Σύστασις ἢ (σύνολον Συστάσεων) ἐκπο-  
νηθεῖσα ὑπὸ τῆς C.C.I.T.T., διαλαμβάνουσα πρακτικὰς  
μεθόδους ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἡ ὁποία  
δύναται νὰ ἐκδοθῇ ὑπὸ μορφήν ἐγγειριδίου πρὸς χρῆσιν τῶν  
Ὑπηρεσιῶν Ἐκμεταλλεύσεως τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν  
Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένα Ἰδιωτικὰ Ἐπιχειρήσεις

## "Αρθρον 3.

Διεθνὲς δίκτυον.

3 1. Αἱ ὁδοὶ ἐπικοινωνίας καὶ ὁ ἐξοπλισμὸς διὰ τὴν  
διεθνή τηλεγραφικὴν ὑπηρεσίαν ἐγκαθίστανται εἰς ἐπικρα-  
τὴν διὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν τῆς Ὑπηρεσίας.

4 2. Αἱ Διευθύνσεις\* συνεργάζονται διὰ τὴν ἐγκατάστα-  
σιν, ἐκμετάλλευσιν καὶ συντήρησιν τῶν χρησιμοποιουμένων  
εἰς τὴν διεθνή Τηλεγραφικὴν Ὑπηρεσίαν ὁδῶν ἐπικοινωνίας  
καὶ ἐξοπλισμοῦ, ἐπὶ τῷ τέλει ἐξασφαλίσεως τῆς καλύτερας  
δυνατῆς ποιότητος ὑπηρεσίας.

## "Αρθρον 4.

Ὑπηρεσία παρεχόμενα εἰς τὸ Κοινόν.

5 1.(1) Αἱ ἀκόλουθοι κατηγορίαι τηλεγραφήματων εἶναι  
ὑποχρεωτικαί. εἰς τὴν Διεθνή δημοσίαν Τηλεγραφικὴν  
Ὑπηρεσίαν.

1. Τηλεγραφήματα ἀπορῶντα εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς  
ἀνθρωπίνης ζωῆς.

2. Τηλεγραφήματα Κρατικὰ καὶ τηλεγραφήματα ἀπο-  
ρῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Καταστατικοῦ Ἄξρου τῶν  
Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

3. Τηλεγραφήματα Μετεωρολογικά.

4. Τηλεγραφήματα ἀπορῶντα εἰς τὰ προστατευόμενα  
πρόσωπα ἐν καιρῷ πολέμου, ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης  
τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

5. Τηλεγραφήματα συνήθη ἰδιωτικὰ.

6. Τηλεγραφικὴ ὑπηρεσιακὴ ἀνταπόκρισις.

(2) Αἱ διατάξεις, αἱ ἀφορῶσαι εἰς τὰς ἀνωτέρω κατηγο-  
ρίας τηλεγραφήματων, περιλαμβάνονται εἰς τὸ Παράρτημα.

6 2. Αἱ Διευθύνσεις\* δύναται νὰ δέχωνται ἑτέρα τηλεγρα-  
φήματα, ὡς καὶ τηλεγραφήματα μετ' εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν,  
ἀναφερόμενα εἰς τὰς Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T.

7 3. Αἱ Διευθύνσεις\* αἱ ὁποῖαι εἰς τὰς ὑπηρεσίας τῶν δὲν  
δέχονται τηλεγραφήματα ἢ καὶ τηλεγραφήματα μετ' εἰδικῶν  
ὑπηρεσιῶν ἀναφερόμενα εἰς τὸν ἀριθμὸν 6, δέον νὰ δέχωνται  
ταῦτα διαβητικῶς, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς  
ὑπηρεσίας, προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 33 τῆς Συμβάσεως  
(Montreux, 1965).

8 4. Αἱ Διευθύνσεις\* δύναται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς  
ἰσχυρότης ἐθνικῆς τῶν Νομοθεσίας, νὰ ἐξασφαλίζουν ὑπηρεσίας  
TELEX, ὑπηρεσίας φωτοτηλεγραφίας, ὑπηρεσίας μεταβι-  
βάσεως DATA ἢ καὶ ἑτέρας τηλεγραφικῆς ὑπηρεσίας,  
προσέτι δὲ δύναται, μετὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν τηλεπικοι-  
νωνιακῶν ἀναγκῶν τοῦ Κοινοῦ, νὰ θέσουν κατ' ἀπολει-  
πτικὸτητα εἰς τὴν διάθεσιν τῶν χρήσεων διεθνή κυκλώ-  
ματα, εἰς ἃς σχέσεις ὑπάρχουν ἐλεύθερα τοιαῦτα.

9 5. Αἱ Διευθύνσεις\* δύναται νὰ συνάπτουν διμερεῖς ἢ  
περιοχικὰς συμφωνίας ἐπὶ σκοπῷ βελτιώσεως τῶν παρεχομέ-  
νων εἰς τοὺς χρήτας τηλεγραφικῶν ὑπηρεσιῶν, ὑπὸ τὴν προϋ-  
πόθεσιν ὅτι τοιαῦτα συμφωνίαι δὲν θὰ εἶναι ἀντίθετοι πρὸς  
τὸ ἄρθρον 10 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.\*

## "Αρθρον 5.

Γενικαὶ διατάξεις ἐκμεταλλεύσεως  
ἀφορῶσαι εἰς τὰ τηλεγραφήματα.

10 1. Τὸ πρωτόγραφον τηλεγραφήματος δέον νὰ συντάσσ-  
ηται διὰ χαρακτήρων χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν χώραν  
καταγωγῆς, τῶν ὁποίων ὑπάρχει ἀντιστοιχία εἰς τὸν Πίνακα  
τηλεγραφικῶν σημάτων, τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὰς  
Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T.

11 2. Ἐκαστον τηλεγράφημα δέον νὰ φέρῃ διεύθυνσιν,  
περιλαμβανουσαν ἅπαντα τὰ ἀπαραίτητα στοιχεία πρὸς  
ἐξασφάλισιν τῆς ἐπιδόσεώς του εἰς τὸν παραλήπτην, ἔνθεν  
ἀναζήτησεων ἢ αἰτήσεων πληροφοριῶν.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένα Ἰδιωτικὰ Ἐπιχειρήσεις

12 3. "Εκαστον τηλεγράφημα δέον να περιλαμβάνη το κείμενον και προαιρετικώς υπογραφήν. Το κείμενον και η υπογραφή δύνανται να συντάσσονται εις σαφή ή μυστικήν γλώσσαν. Αί γλώσσαι αὗται δύνανται να χρησιμοποιούνται ὁμοῦ εις τὸ αὐτὸ τηλεγράφημα.

13 4. "Απκσαι αὶ Διευθύνσεις\* ἀποδέχονται εις ἀπάσας τὰς σχέσεις των τηλεγραφήματα εις σαφή γλώσσαν. Αὗται δύνανται να ἀρνοῦνται τὴν ἀποδοχήν, κατὰ τὴν κατὰθεσιν και κατὰ τὴν ἐπίδοσιν, ἰδιωτικῶν τηλεγραφημάτων συντεταγμένων ἐν ὄλῳ ἢ ἐν μέρει εις μυστικήν γλώσσαν, ἀλλὰ υποχρεοῦνται να ἐπιτρέπουν τὴν διέλευσιν τῶν τηλεγραφημάτων τούτων ὡς διαβατικῶν, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας, προβλεπομένης εις τὸ ἄρθρον 33 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965).

14 5. Ὁ ἀποστολὴς τηλεγραφήματος, συντεταγμένου εις μυστικήν γλώσσαν, ὑποχρεοῦται να προσκομίσῃ τὸν κώδικα, βάσει τοῦ ὁποίου συντάχῃ τὸ κείμενον ἢ μέρος τοῦ κειμένου ἢ ἡ υπογραφή τοῦ τηλεγραφήματος, ἐφ' ὅσον ἤθελε ζητηθῇ τοῦτο ὑπὸ τοῦ Γραφείου καταγωγῆς ἢ ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως, εις τὴν ὁποίαν ἀνήκει τὸ ἐν λόγῳ Γραφεῖον. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν ἐφαρμόζεται εις τὰ Κρατικὰ και ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα, τὰ ὁποῖα δύνανται να συντάσσονται εις μυστικήν γλώσσαν εις ἀπάσας τὰς σχέσεις.

15 6. Πᾶν ὅ,τι μεταβιβάζεται κατόπιν ἐπιθυμίας τοῦ ἀποστολέως χρεοῦται, ἐξαίρεσι τῆς ἐνδείξεως, διὰ τῆς ὁποίας καθορίζεται ἡ ἀκολουθητέα ὁδὸς τοῦ τηλεγραφήματος και τοῦ ὀνόματος τοῦ χρησιμοποιομένου κώδικος διὰ τὴν σύνταξιν τούτου εις μυστικήν γλώσσαν, ὅσκις ἡ πληροφορία αὕτη χιτῆται ὑπὸ τῆς χώρας καταγωγῆς ἢ προορισμοῦ.

16 7. Ἀναλόγως τῆς διευθύνσεως των, τὰ τηλεγραφήματα ἐπιδίδονται δι' οἰουδήποτε διαθέσιμου μέσου εἴτε εις τὴν ἰδιαιτέραν κατοικίαν, τὸ γραφεῖον, τὴν ἐδρὴν ἐπιχειρήσεως κ.λπ. τοῦ παραλήπτη εἴτε εις τὸ μέρος ἐνθα οὗτος κατοικεῖ ἢ διαμένει προσωρινῶς (ξενοδοχεῖον κ.λπ.) εἴτε εις Τηλεγραφεῖον ἢ Τηλεδουρεῖον ἢ τηλεδουρικὴν θυρίδα.

17 8. Τὸ τηλεγράφημα δύναται να ἐπιδίδεται εἴτε εις τὸν παραλήπτην και ἐν ἀπουσίᾳ τούτου εις ἐνῆλικα μέλη τῆς οἰκογενείας του, εις οἰουδήποτε πρόσωπον τῆς ὑπηρεσίας του, εις ἐνόικους ἢ φιλοξενουμένους αὐτοῦ, εἴτε εις τὸ θυρωρεῖον ξενοδοχεῖου ἢ κατοικίας, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ὁ παραλήπτης ἔχει ὁρίσιν πρὸς τοῦτο ἐγγράφως εἰδικὸν ἐκπρόσωπον.

18 9. Ὅσκις τηλεγράφημα δὲν δύναται να ἐπιδοθῇ εις τὸν παραλήπτην, τὸ Γραφεῖον προορισμοῦ, ἀποστέλλει εις τὸ Γραφεῖον καταγωγῆς τὸ ταχύτερον, δυνάτον. Ὑπηρεσιακὴν εἰδοποίησιν (ἔρα Παράρτημα, παράγραφος 6.2) διὰ τῆς ὁποίας γνωστοποιεῖται ἡ αἰτία τῆς μὴ ἐπιδόσεως.

19 10. (1) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῶν ἁρθρων 39 και 49 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965), αἱ Διευθύνσεις\* λαμβάνουν τὰ ἐνδεικνύμενα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν εἰδικῆς προτεραιότητος διὰ τὰ τηλεγραφήματα, τὰ σχετικὰ μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν Κεφαλαίων VI, VII και VIII τοῦ Κανονιστικοῦ Νόμου 1965 Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τὰ διαμεμβόμενα, εις περίπτωσιν σοβαρᾶς καταστάσεως, μεταξὺ τῶν κάτωθι προσωπικοτήτων :

- τοῦ Προέδρου τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλείας,
- τοῦ Προέδρου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως,
- τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν,
- τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπιτελείου,
- τοῦ Προέδρου Περιφερειακῆς Ὑποεπιτροπῆς τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπιτελείου,
- ἐκπροσώπου τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλείας ἢ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις.

- μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπιτελείου,
- τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ Πρώτου Γραμματέως Ἐπιτροπῆς, συσταθείσης ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλείας ἢ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως,
- προσώπου ἐκτελοῦντος ἀποστολὴν ἐντολῇ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν,
- Ἀρχηγοῦ Κράτους,
- Ὑπουργοῦ μέλους Κυβερνήσεως,
- Διοικητοῦ ἐδάφους ὑπὸ κηδεμονίαν, χαρακτηρησθέντος ὡς στρατηγικῆς περιοχῆς.

(2) Τὰ τηλεγραφήματα, περὶ ὧν τὸ ἀνωτέρω ἐδάφισιν (1), τὰ ὁποῖα ὅμως δὲν ἐμπίπτουν εις τὴν κατηγορίαν τῶν Κρατικῶν τηλεγραφημάτων, θεωροῦνται ὡς Κρατικὰ.

#### \* Ἄρθρον 6.

##### Κατακράτησις τηλεγραφημάτων.

20 1. Τὸ δικαίωμα ἀναστολῆς τῆς μεταβιβάσεως ὠρισμένων ἰδιωτικῶν τηλεγραφημάτων, ὡς προβλεπεται ἐν ἁρθρῳ 32 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965), ἀσκεῖται ὑπὸ τῶν τεμαχικῶν ἢ διαβατικῶν Γραφείων ἢ τηλεγραφικῶν Κέντρων, ἐκτὸς περιπτώσεως προσφυγῆς εις τὰς ἀρμοδίας Ἀρχάς, αἱ ὁποῖαι ἀποφασίζουν ἀνεκκλήτως.

21 2. Ἡ μεταβίβασις τηλεγραφημάτων, ἀφορῶντων εις τὴν ἀσφάλειαν ἀνθρωπίνης ζωῆς, Κρατικῶν και ὑπηρεσιακῶν τηλεγραφημάτων, πραγματοποιεῖται ὑποχρεωτικῶς. Τὰ Γραφεῖα ἢ τὰ τηλεγραφικὰ Κέντρα οὐδένα ἐλεγχον ἀσκοῦν ἐπὶ τῶν τηλεγραφημάτων τούτων.

22 3. Αἱ Διευθύνσεις\* ὁφείλουν, διὰ τῶν οἰκείων Γραφείων των, να ἀρνοῦνται τὴν ἀποδοχήν, τὴν μεταβίβασιν και τὴν ἐπίδοσιν τηλεγραφημάτων, ἀπευθυνομένων εις τηλεγραφικὰ Πρακτορεῖα ἀναμεταβιβάσεως ἢ ἐτέρους Ὄργανισμούς, συσταθέντας διὰ τὴν ἀποστολὴν τηλεγραφημάτων διὰ λογαριασμὸν τρίτων πρὸς τὸν σκοπὸν ἀποφυγῆς καταβολῆς εις τὸ ἀκέραιον τῶν τελῶν, τῶν ἀντιστοιχοῦντων εις ὁλόκληρον τὴν διαδρομὴν τούτων. Τὸ Γραφεῖον, τὸ ὁποῖον κατὰ τὰ ἀνωτέρω δὲν προωθεῖ τηλεγράφημα, δέον να εἰδοποιῇ ἀμέσως τὸ Γραφεῖον καταγωγῆς.

#### \* Ἄρθρον 7.

##### \* Ἀρχεῖα.

23 1. Τὰ πρωτόγραφα ἢ ρωτογραφία τῶν τηλεγραφημάτων και τὰ στοιχεῖα, τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν κατὰθεσιν, τὴν μεταβίβασιν (εἰ δυνάτον) και τὴν ἐπίδοσιν, τὰ ὁποῖα δέον να διατηροῦνται ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων\* φυλάσσονται, μετὰ τῆς δεούσης φροντίδος πρὸς ἐξασφάλισιν τοῦ ἀπορρήτου, μέχρις ἐκκαθάρσεως τῶν εἰς ταῦτα ἀναφερομένων λογαριασμῶν, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει τοῦλάχιστον ἐπὶ ἐξάμηνον ἀπὸ τοῦ ἐπομένου τῆς κατὰθέσεως τοῦ τηλεγραφήματος μηνός. Αἱ Διευθύνσεις\* δύνανται να τηροῦν τὰ ἀνωτέρω πληροφορικὰ στοιχεῖα δι' οἰουδήποτε ἐτέρου μέσου π.χ. διὰ μηχανητικῆς ἢ ἡλεκτρονικῆς ἐγγραφῆς.

24 2. Ἐν τούτοις, ἐὰν μία Διεύθυνσις\* κρίνῃ σκόπιμον τὴν καταστροφὴν τῶν στοιχείων τούτων πρὸ τῆς ἀνωτέρω καθοριζομένης προθεσμίας και ἐκ τοῦ λόγου τούτου, δὲν εἶναι εις θέσιν να πραγματοποιήσῃ ἔρρην, σχετικὴν πρὸς τὰς παρασχεθείσας ὑπηρεσίας τῆς ἀρμοδιότητός της, αὕτη ἀναλαμβάνει ἀπάσας τὰς συνεπείας, τόσον εις ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐπιστροφὴν τῶν τελῶν, ὅσον και δι' οἰουδήποτε διαφορᾶν, ἢ ὁποῖα ἤθελε προκύβει ἐπὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν.

25 3. Ἐκτὸς τῶν, ἐν ἁρθρῳ 35, παράγραφος 2, τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965), προβλεπομένων ἐξαίρεσεων, τὰ πρωτόγραφα ἢ τὰ ἀντίγραφα τῶν τηλεγραφημάτων δὲν δύνανται να ἐπιδειχθῶν πρὸς μόνον εις τὸν ἀποστολὴν ἢ τὸν παραλήπτην, κατόπιν ἐξαιρετικῆς τῆς ταυτότητός των ἢ ἀκόμη εις ἐξουσιοδοτημένον ἐκπρόσωπον ἐκτέρου τούτων.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις.

## "Αρθρον 8.

## Τέλη κατανομής τηλεγραφημάτων.

26 1. Αι Διευθύνσεις\* καθορίζουν τὰ τεμαχικά και διαβατικά τηλεγραφικά των τέλη, λαμβάνουσα υπ' όψιν τὰς Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T. και τὸ κόστος. Τὰ τεμαχικά τέλη, τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ Διευθύνσεως\* εἰς μίαν σχέσιν μεθ' ἑτέρου χώρου, εἶναι τὰ αὐτὰ ἀνεξαρτήτως τῆς χρησιμοποιομένης ὁδοῦ δρομολογήσεως.

27 2. Τὰ συνολικά τέλη κατανομής ἀποτελοῦνται ἐκ τοῦ ποσού :

28 α) τῶν τεμαχικῶν τελῶν τῶν χωρῶν κατὰ γωγῆς και προορισμοῦ.

29 β) τῶν διαβατικῶν τελῶν τῶν ἐνδιαμέσων Διευθύνσεων\* τῶν ὁποίων τὰ ἐδάφη, αἱ ἐγκαταστάσεις ἢ τὰ κυκλώματα χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν μεταβίβασιν τῶν τηλεγραφημάτων,

30 γ) τῶν τελῶν διασυνδέσεως οἰωνδήποτε κυκλωμάτων, πραγματοποιομένης ραδιοηλεκτρικῶς, δι' ὑποβρυχίου καλωδίου ἢ ἑτέρου μέσου, ἐφ' ὅσον συντρέξει τοιαύτη περίπτωση.

31 3. Τὸ τέλος κατανομής, τὸ ἐφαρμοστέον μετὰ τὸ δύο χωρῶν, δέον, κατ' ἀρχήν, νὰ εἶναι τὸ μικρότερον ποσόν, τὸ προκύπτει ἐκ τῆς ἀθροίσεως τῶν ἀνωτέρω τελῶν.

32 4. Αἱ Διευθύνσεις\* δύνανται, κατόπιν συμφωνίας, νὰ καθορίζουν τὸ συνολικὸν τέλος κατανομής, τὸ ἐφαρμοστέον εἰς μίαν δεδομένην σχέσιν καὶ νὰ κατανέμουν τοῦτο εἰς τεμαχικά μερίδια, ἀναλογούντα εἰς τὰς Διευθύνσεις\* τῶν τεμαχικῶν χωρῶν καὶ, περιπτώσεως τυχοῦσης, εἰς διαβατικά μερίδια. ἀναλογούντα εἰς τὰς Διευθύνσεις\* τῶν διαβατικῶν χωρῶν.

33 5. Τὸ συνολικὸν τέλος κατανομής ἐξαιρεῖται παντὸς φόρου ἢ ἑτέρας ἐπιβαρύνσεως. Οἰκδήποτε χώρα, ἢ ὁποία ἐπιβάλλει ἐπ' ὠρελίας τῆς φόρου ἐπὶ τῶν διεθνῶν τηλεγραφημάτων, ὁφείλει νὰ εἰσπράττει τὸν φόρον τοῦτον ἐπὶ πλεόν τοῦ τιμολογίου μόνον παρὰ τῶν ἀποστολέων τῶν τηλεγραφημάτων τῶν κατὰ τὴν ἐπιβαρύνσεως τῆς.

## "Αρθρον 9.

## Τέλη εἰσπράξεως τηλεγραφημάτων.

34 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἰσχυρῆς ἐθνικῆς Νομοθεσίας, ἐκάστη Διεύθυνσις\* καθορίζει τὰ τέλη εἰσπράξεως τὰ πληρωτέα ὑπὸ τοῦ Κοινοῦ. Κατὰ τὸν καθορισμὸν τῶν τελῶν τούτων, αἱ Διευθύνσεις δέον νὰ κατὰβάλλουν προσπαθείας πρὸς ἀποφυγὴν ὑπάρξεως σημαντικῆς διαφορᾶς μετὰ τῶν ἐφαρμοζομένων τελῶν εἰσπράξεως εἰς τὰ δύο ἄκρα μίξ καὶ τῆς αὐτῆς σχέσεως.

## "Αρθρον 10.

\* Ἀπαρόρεσις παροχῆς ἐκπτώσεων ἐπὶ τῶν τηλεγραφημάτων.

35 Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν, ὅπως ἀπαγορεύουν τὴν παροχὴν, ὑπὸ οἰωνδήποτε μορφῇ, ἐκπτώσεων ἐπὶ τῶν τελῶν τῶν ἀναρρομένων εἰς τὸ ἐπίσημον τιμολόγιον τῶν Διευθύνσεων\* καὶ διατηροῦν τὸ δικαίωμα ἐπιβολῆς κυρώσεων κατὰ τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων, αἱ ὁποῖαι εἴτε ἀπ' εὐθείας εἴτε μέσω τῶν ἀντιπροσώπων ἢ τῶν ὑποαντιπροσώπων των, παρέχουν εἰς ἀποστολὰς ἢ παραλήπτας, ὑπὸ οἰωνδήποτε μορφῇ (π.χ. κατὰ λέξιν, κατὰ τηλεγράφημα, διὰ προσθήκης λέξεων μέσω τῶν ἐπὶ πληρωμῇ ὑπηρεσιῶν εἰδοποιήσεων, ὑπὸ μορφῇ προμηθείας κ.λπ.) ἐκπτώσεις, ἐγούσας ὡς ἀποτέλεσμα τὴν μείωσιν τῶν ἀνωτέρω ἀναρρομένων τελῶν. Αἱ κυρώσεις αὗται δυνατόν νὰ ἐπισύρουν τὴν διαικονίαν τῆς συνεργασίας μετὰ τῶν ἐν λόγῳ Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένη Ἰδιωτικὴ Ἐπιχειρήσεις

1) Ὅρα ἐπίσης προσάρτημα 1.

## "Αρθρον 11.

## Λογιστική 1

36 1. Ἐκτὸς εἰδικῆς συμφωνίας, ἡ Διεύθυνσις\* ἢ ὑπεύθυνος διὰ τὴν εἰσπράξιν τῶν τελῶν, συντάσσει μηνιαῖον λογαριασμὸν, ἐμφαίνοντα ἅπαντα τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ καὶ ἀποστέλλει τοῦτον εἰς τὰς ἐνδιαφερομένους Διευθύνσεις\*.

37 2. Οἱ λογαριασμοὶ ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατόν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει πρὸ τοῦ τέλους τοῦ τρίτου μηνὸς ἀπὸ τοῦ μηνὸς εἰς τὸν ὁποῖον ἀναφέρονται.

38 3. Κατ' ἀρχήν, ὁ λογαριασμὸς θεωρεῖται ὅτι ἐγένετο ἀποδεκτός, ἂν ἀνάγκης ἰδιαιτέρας γνωστοποιήσεως τῆς ἀποδοχῆς του εἰς τὴν Διεύθυνσιν\* ἢ ὁποία ἀπέστειλε τοῦτον.

39 4. Ἐν τούτοις, ἐκάστη Διεύθυνσις\* ἔχει τὸ δικαίωμα ἀμφισβήτησεως τῶν στοιχείων ἐνὸς λογαριασμοῦ, ἐντὸς διμήνου προθεσμίας ἀπὸ τῆς λήξεώς του, ἀλλὰ μόνον καθ' ὃ μέτρον τοῦτο θεωρεῖται ἀναγκαῖον, διὰ τὴν ρύθμισιν τῶν διαφορῶν ἐντὸς ἀμοιβαίως παρὰδεκτῶν ὁρίων.

40 5. Ἡ πληρωμὴ τοῦ ὑπολοίπου ἐνὸς λογαριασμοῦ τινος δὲν θὰ καθυστερή, ἐν ἀναμονῇ ρυθμίσεως τυγλὸν ὑφισταμένης ἀμφισβήτησεως τοῦ λογαριασμοῦ τούτου. Αἱ ἀναπορροαζομένης, αἱ ὁποῖαι συμφωνοῦνται ἐκ τῶν ὑστέρων, θὰ περιλαμβάνονται εἰς ἐπόμενον λογαριασμὸν.

41 6. Εἰς σχέσεις εἰς τὰς ὁποίας δὲν ὑφίστανται εἰδικὰ συμφωνία, συντάσσεται τὸ ταχύτερον δυνατόν ὑπὸ τῆς πιστωτικῆς Διευθύνσεως\* τριμηνιαῖος ἐκκαθαριστικὸς λογαριασμὸς ἐμφαίνων τὰ ὑπόλοιπα τῶν μηνιαίων λογαριασμῶν τῆς περιόδου εἰς ἣν ἀναφέρεται καὶ ἀποστέλλεται εἰς διπλὸν πρὸς τὴν χρεώστικαν Διεύθυνσιν\* ἢ ὁποία, μετὰ τὸν ἐλεγγόν, ἐπιστρέφει τὸ ἐν τῶν ἀντιγράφων θεωρημένον διὰ τῆς ἀποδοχῆς τῆς.

42 7. Αἱ πληρωμαὶ πραγματοποιοῦνται τὸ συντομότερον δυνατόν, ἀλλὰ εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν βραδύτερον τῶν ἐξ ἐβδόμαδων ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ χρεώστικα Διεύθυνσις\* ἔλαβε τὸν τριμηνιαῖον ἐκκαθαριστικὸν λογαριασμὸν. Περαιρημένης τῆς προθεσμίας ταύτης, ἡ πιστωτικὰ Διεύθυνσις\* ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ τόκον πρὸς ὃ ὁ ἐτρησίως, ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἐπομένης τῆς ἐκπνοῆς τῆς κατὰ τὰ ἀνωτέρω τασσομένης προθεσμίας.

## "Αρθρον 12.

## Ἐπιστροφή τηλεγραφικῶν τελῶν.

43 Ἐπὶ αἰτήσεως ἢ παρὰπόνου, ἀπορῶντος εἰς τὴν διεξαγωγὴν τῆς ὑπηρεσίας, τὰ τέλη ἐπιστρέφονται εἰς τὸ πρὸς σῶπον τὸ ὁποῖον κατέβαλε ταῦτα λαμβανόμενων ὑπ' ὅψιν τῶν Συστάσεων τῆς C.C.I.T.T. Πᾶσα αἰτήσις ἐπιστροφῆς τελῶν δέον νὰ ὑποβάλληται πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τετραμήνου προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰθέσεως τοῦ τηλεγραφήματος.

## ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ.

## "Αρθρον 13.

## Συμπληρωματικὰ Διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ.

44 1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς δύνανται, εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ὑπ' ἀριθμ. 37 Ἀποφάσεως τῆς Διασκεύσεως Πληρεξουσίων (Montreux, 1965), νὰ συμπληρωθῇ διὰ προσθέτου Προσαρτήματος, ἀποτελοῦντος ἀναπόσπαστον τμήμα τούτου καὶ περιλαμβανόντος ἐνδεχομένων :

— Ἀπάτας τὰς διατάξεις τῶν ὁποίων ἡ Πανγκόσμιος Διεκτικὴ Διάσκεψις Νεωτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974, ὡς κρινῇ ἀπαραίτητον ὅπως ἐνσωματωθεῖν εἰς τὸν παρόντα Κανονισμὸν.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένη Ἰδιωτικὴ Ἐπιχειρήσεις

- 'Απάσας τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν ('Αναθεώρησις 1971), τῶν ὁποίων ἡ μεταφορὰ δυνατὸν νὰ κριθῇ σκόπιμος ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως.

- Πᾶσαν τροποποίησιν τῶν διατάξεων τούτων ἡ πᾶσαν νέαν διάταξιν τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ υἱοθετηθοῦν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974.

45 2. Παρὰ ταῦτα, οὐδεμία διάταξις, οὕτω μεταφερομένη ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ἐνσωματωμένη εἰς τὸ ἐν ἀριθμῷ 44 ἀναφερόμενον Προσάρτημα, θὰ ἠδύνατο νὰ ἐρμηνευθῇ ὡς βελτίωσις ἢ τροποποίησις οἰασδήποτε διατάξεως τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Εἰς περίπτωσιν ἀντιθέσεως, τὸ κείμενον τοῦ Κανονισμοῦ ὑπερισχύνει τῶν διατάξεων τοῦ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένου Προσαρτήματος.

Ἄρθρον 14.

Παράρτημα καὶ Προσαρτήματα.

46 Ὁ Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς συμπληροῦται διὰ τοῦ Παραρτήματος καὶ τῶν Προσαρτημάτων 1 καὶ 2, τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμῆμα αὐτοῦ.

Ἄρθρον 15.

Θέσις ἐν ἰσχύι τοῦ Κανονισμοῦ.

47 1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1974, ἐξαιρέσει ἐνδεχομένως τοῦ Προσαρτήματος, περὶ οὗ ὁ ἀριθμὸς 44, τὸ ὁποῖον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι εἰς ἡμερομηνίαν καθορισθησομένην ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974.

48 2. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ οἱ καθ' ἑκάστον ἀντιπρόσωποι, δηλοῦν ὅτι, ἐὰν μίᾳ Διεύθυνσις διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τοῦ θέματος ἐφαρμογῆς μιᾶς ἢ περισσοτέρων διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ τούτου, οὐδεμία ἐτέρᾳ Διεύθυνσις \* ὑποχρεοῦται νὰ τηρήσῃ τὴν ἢ τὰς ὡς εἰρηγῇ διατάξεις εἰς τὰς σχέσεις αὐτῆς μετὰ τῆς Διεύθυνσεως, ἢ ὁποία διετύπωσε τοιαύτας ἐπιφυλάξεις.

Εἰς πίστωσιν, οἱ καθ' ἑκάστον ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὸν παρόντα Κανονισμὸν, εἰς ἐν ἀντίτυπον, ὁ ὁποῖος μετὰ τοῦ ἀναφερομένου ἐν ἀριθμῷ 44 Προσαρτήματος θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Διευθύνσεως Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἢ ὁποία θὰ ἀποστείλῃ κεχυρωμένον ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν χωρῶν αἱ ὁποῖαι ὑπέγραψαν τοῦτον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 11ην Ἀπριλίου 1973

(ἔπονται αἱ ὑπογραφαί)

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :

PANI PERIKLI  
KATUNDI MIHALLAQ  
VILA SKENDER

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλγερίας Λαϊκὴν καὶ Δημοκρατικὴν :

RAOUF BOUDJAKDJI  
AMAR AOU DIA  
NOURDINE SAIDI

Διὰ τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας :

J. KUPPER

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας :

AHMED M. ZAIDAN  
ABDUL—RAHMAN DAGHESTANI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀργεντινῆς :  
ROBERTO ANTONIO SALVADOR  
PEDRO OSCAR BARRIONUEVO  
RICARDO MARTIN BLEDER  
HECTOR CONSTANTINO RUGIATI

Διὰ τὴν Κοινοπολιτείαν τῆς Αὐστραλίας :

A. C. BECKWITH  
I. L. MCRAE

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :

K. VAVRA

Διὰ τὸ Βέλγιον :

BAUDRIN

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας :

V. OULASSIK

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :

ARTHUR CEZAR DE ARAUJO ITUASSU  
PEDRO JORGE CASTELO BRANCO SAMPAIO  
WILSON CESAR PASSOS  
PAULO RICARDO HERMANO BALDUINO

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :

PANAYOTOV  
KASSEV

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τοῦ Καμερόν :

TCHOUTA MOUSSA  
DIEUDONNE ANGOULA

Διὰ τὴν Καναδᾶ :

DE MONTIGNY MARCHAND  
J. RAYMOND MARCHAND

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς :

JEAN-CYRILLE KOUNKOU  
JEAN—MARIE SAKILA

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Κίνας :

LIU YUAN

Διὰ τὸ Κράτος τῆς Πόλεως τοῦ Βατικανοῦ :

SILVIO LUONI  
EVANDRO COSTA

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό :

J. INSOULI  
F. BOUCKACKA

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Dahomey :

ROGER AKRAKOUN

Διὰ τὴν Δανίαν :

GUNNAR PEDERSEN  
HENRY PEDERSEN

Διὰ τὸ σύνολον τῶν ἐδαφῶν τῶν ἀντιπροσωπευομένων ὑπὸ τοῦ Γαλλικοῦ Γραφείου Ταχυδρομικῶν καὶ Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπερποντίων κτήσεων :

J. CONSTANTIN

Διὰ τὴν Ἰσπανίαν :

PEDRO SANCHEZ PEREZ  
CESAR GONZALEZ PALACIOS  
FRANCISCO MOLINA NEGRO  
JOSE MARIA PADRO HORNO

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :

ROBERT E. LEE  
RICHARD T. BLACK

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις.

- Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
- AMSALOU JEMERE  
HAILE DEMOZ
- Διὰ τὴν Φιλιππίνων :
- V. A. JOHANSON  
RAUNO ALANDER
- Διὰ τὴν Γαλλίαν :
- CHARLES HERVE COTTEN  
L. CH. BURTZ  
A. CHASSIGNOL
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γκαμπόν :
- HENRI OGOUEKERO  
NTUNTUME OUSMAN
- Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
- ARCHELAOS TSAROUCHAS
- Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας :
- HORN DEZSO
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας :
- H. J. MIRCHANDANI  
K. C. KATIYAR
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας :
- J. SUTANGGAR TENGKER  
M.K.M. MANGOENDIRPODJO  
EEM RACHMAT  
A. SAMHUDI  
E. BACHRIE
- Διὰ τὸ Ἰράν :
- M. KESHAVARZIAN
- Διὰ τὴν Ἰρλανδίαν :
- A. T. CORBETT  
M. GRANT
- Διὰ τὴν Ἰσλανδίαν :
- JON SKULASON  
S. THORKELSSON
- Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραὴλ :
- Y. COHEN  
DAN BARLEV
- Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
- LORENZO FEI  
VINCENZO BORCHI
- Διὰ τὴν Ἰαπωνίαν :
- T. O. MINOTT  
D. WEBSTER
- Διὰ τὴν Ἰαπωνίαν :
- YASUO MAKINO  
MICHIO MIZOGUCHI
- Διὰ τὴν Κένυα :
- A. B. MARUNDA
- Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Κουβέτ :
- ABDULRAHMAN M.A. AL-AWADI
- Διὰ τὸ Λίβανον :
- HABIB SAADE
- Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης :
- KHALIL K. ENBYA  
SALEM A. SHAABAN
- Διὰ τὸ Λουξεμβούργον :
- LEON BERNARD  
LEON BODE
- Διὰ τὴν Μαλαισίαν :
- MOHAMED BIN DARUS  
SYED MUSTAFFA ALI
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Malgache :
- B. RABENORO
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Mali :
- ALIOU TRAORE
- Διὰ τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου :
- M. WAKRIM
- Διὰ τὸ Μεξικόν :
- JOEL GALVAN TALLEDOS
- Διὰ τὸ Μονακό :
- CESAR CHARLES SOLAMITO
- Διὰ τὴν Ὀμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας :
- S. A. OLORUNSHOLA  
S. O. OGUNLEYE  
A. F. OSO  
J. A. SOETAN
- Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
- PER OVREGARD  
IVAR MOKLEBUST  
K. R. HAMMERSTROM  
HAVARD WEBERG
- Διὰ τὴν Νέα Ζηλανδίαν :
- W. H. HICKSON  
A. TURPIE
- Διὰ τὸ Σουλτανᾶτον τοῦ Ὀμάν :
- NAASHIAH S. ALKHARUSI
- Διὰ τὴν Οὐγγαρία :
- A. KAWAMARA
- Διὰ τὸ Πακιστάν :
- ZAHHEER AHMAD
- Διὰ τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Νερῶν :
- B. J. BAKKER  
J. DULLEMOND  
H. PUNTER
- Διὰ τὸ Περό :
- AUGUSTO LLANOS OLIVEROS  
BERNANDO MEZA INGAR
- Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
- CEFERINO S. CARREON  
MANUEL B. CASAS
- Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας :
- M. KULA
- Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :
- M. SANTOS SILVA  
LUIS PAZOS ALONSO  
JOSE DA CRUZ FILIPE  
ROGIERIO REZENDE RODRIGUES  
JOSE ANTONIO DA SILVA GOMES
- Διὰ τὰς Πορτογαλικὰς Ἐπαρχίας Ὑπερποντίων Κρήσεων :
- M. SANTOS SILVA  
LUIS PAZOS ALONSO  
A. GONCALVES FORTE  
M. OLIVEIRA FERRO  
J. A. DA SILVA PINTO

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας :

SERINEK

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας :

I. TIMTCHENKO

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας :

NATALIA SOROCEANU

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας, τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, τῶν Ἀγγλονορμανδικῶν Νήσων καὶ τῆς Νήσου Μάν :

TOM U. MEYER  
A. P. HAWKINS  
S. R. V. PARAMOR

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σιναϊκής :

MAHMOUDOU SAMOURA

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας :

MOHAMED AV AD BUKHARI

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν :

ZEIN OSMAN  
MOHAMMED SALIH FADL

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Νοτίου Ἀφρικής :

C. G. GOUWS  
C. J. VISSER

Διὰ τὴν Σουηδικήν :

BERTIL BJUREL  
SVEN—ROLAND LETZEN  
RUBEN NASLUND

Διὰ τὴν Ἑλβετικὴν Ὁμοσπονδίαν :

F. LOCHER  
B. BELALOYE  
R. RUTSCHI

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τσεχίας :

KLIMT  
KOVARIK

Διὰ τὰ Ἑδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικής :

WILLIAM E. DENNY

Διὰ τὴν Ταϊλάνδην :

S. FOWTONGSOOK  
C. KANCHANINDU  
K. PORNSETTEE

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κορέα :

A. AITHNARD

Διὰ τὴν Τυνησίαν :

C. HELLAL  
A. LADJIMH

Διὰ τὴν Τουρκίαν :

NURGUN AKYUZALP

Διὰ τὴν Ἑνωσιν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

N. TALYZINE

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Βιετ-Νάμ :

BUI—TRONG TUAM  
LE—VAN—HOA  
VUONG—QUANG—NGHIA

Διὰ τὴν Ὁμόσπονδον Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :

STOJANOVIC ZIKA

## ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ 1.

Πληρωμὴ ὑπολοίπων τῶν λογαριασμῶν.

Μὴ ὑπερχρεωσῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ Διευθύνσεων ἢ καὶ Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων, τὰ χρησιμοποιοῦμενα νομίσματα διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν ὑπολοίπων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν λογαριασμῶν, — οἱ ὅποιοι κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Montreux 1965), ἐκφράζονται εἰς χρυσὰ φράγκα—ὡς ἐπίσης καὶ οἱ κανόνες μετατροπῆς τῶν νομισμάτων τούτων, δεόν νὰ εἶναι οἱ ἑξῆς :

1. Ἡ πληρωμὴ τῶν ὑπολοίπων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν λογαριασμῶν διενεργεῖται εἰς τὸ ἐπιλεγέν ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ νόμισμα, κατόπιν συνεννόησεως μετὰ τοῦ χρεώστου. Ἐν περιπτώσει διαφωνίας, ἡ ἐκλογὴ τοῦ πιστωτοῦ ὑπερισχέει εἰς ἀπώσας τὰς περιπτώσεις ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παρὰγράφου 6.1. Ἐὰν ὁ πιστωτής δὲν καθορίσῃ νόμισμα, ἡ ἐκλογὴ ἐπαίρειται εἰς τὸν χρεώστην.

2. Τὸ ποσὸν τῆς πληρωμῆς εἰς τὸ ἐπιλεγέν νόμισμα, ὡς καθορίζεται κατωτέρω δεόν νὰ εἶναι ἰσοδυνάμου ἀξίας πρὸς τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ.

3. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς χρυσὰ φράγκα, τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, τὸ ὁποῖον εἶναι ἰσοδυνάμου ἀξίας πρὸς τὸ ὑπόλοιπον τούτο, καθορίζεται ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν προτεραιάν τῆς πληρωμῆς ἰσοτιμίαν μεταξὺ τοῦ χρυσοῦ φράγκου καὶ :

α) τῆς εἰς χρυσὴν ἰσοτιμίας τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, τῆς ἐγκεκριμένης ὑπὸ τοῦ Διεθνούς Νομισματικοῦ Ταμείου (ἐφεξῆς καλουμένου Δ.Ν.Τ.). Ἐὰν ἐν τούτοις μίᾳ μέσῃ τιμῇ τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος ἔχῃ καθορισθῇ, δυνάμει ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Δ.Ν.Τ., μετὰ τὴν ἐγκρίσιν τῆς εἰς χρυσὴν ἰσοτιμίας τῆς μονάδος ταύτης ὑπὸ τοῦ Δ.Ν.Τ., ἡ εἰς χρυσὴν ἀξία τῆς μέσης ταύτης τιμῆς δεόν νὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ἰσοδυνάμου ἀξίας (ὅρα τὴν Σημείωσιν, σελὶς 0000).

β) ἡ τῆς εἰς χρυσὴν ἰσοτιμίας τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος τῆς καθοριζόμενης μονομερῶς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπεζῆς τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας (ἐφεξῆς προσδιοριζόμενης διὰ τῆς ἐκφράσεως ἀκαθοριζόμενης μονομερῶς). Ἐὰν ἐν τούτοις μίᾳ μέσῃ τιμῇ τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος ἔχῃ καθορισθῇ μονομερῶς μεταγενεστέρως τοῦ μονομερῶς καθορισμοῦ τῆς εἰς χρυσὴν ἰσοτιμίας, ἡ εἰς χρυσὴν ἀξία τῆς μέσης ταύτης τιμῆς δεόν νὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ἰσοδυνάμου ἀξίας (ὅρα Σημείωσιν, σελὶς 000).

3.1 Ἐὰν τὸ ἐπιλεγέν νόμισμα δὲν ἀνταποκρίνεται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παρὰγράφου 3 ἢ ἐὰν τὰ ἀναγνωριζόμενα ὅρια ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Δ.Ν.Τ. ἢ ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ καὶ τοῦ Συμβουλίου (παρὰγράφος 3α) ἢ τὰ καθοριζόμενα προγενεστέρως ὑπὸ Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπεζῆς τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας (παρὰγράφος 3β) δὲν τηροῦνται, ἡ ἰσοδυνάμος ἀξία τοῦ νομίσματος τούτου ὑπολογίζεται βάσει τῆς τρεχούσης τιμῆς τῆς ἐπισήμου ἢ τῆς γενικῆς παραδεκτῆς ἀγορᾶς ἔξουι συναλλαγμάτων, ὑπὸ τοὺς ἐν παρὰγράφῳ 6 προβλεπομένους ὅρους διὰ συσχετίσεως πρὸς ἕτερον νόμισμα, τὸ ὁποῖον ἀνταποκρίνεται εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρὰγράφου 3.

4. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς νόμισμα διάφορον τοῦ χρυσοῦ φράγκου καὶ τὸ ἐπιλεγέν νόμισμα εἶναι τὸ αὐτὸ πρὸς τὸ νόμισμα τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ, τὸ ποσὸν τῆς πληρωμῆς εἶναι τὸ ποσὸν τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ.

5. Ἐὰν τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ ἐκφράζεται εἰς νόμισμα διάφορον τοῦ χρυσοῦ φράγκου καὶ τὸ ἐπιλεγέν διὰ τὴν πληρωμὴν νόμισμα εἶναι διάφορον τοῦ νομίσματος τοῦ ὑπολοίπου λογαριασμοῦ, τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος διὰ τὴν πληρωμὴν καθορίζεται βάσει τῆς εἰς χρυσὴν ἀξίας τοῦ νομίσματος τοῦ ὑπολοίπου τοῦ λογαριασμοῦ, ἐν σχέσει πρὸς τὴν εἰς χρυσὴν ἀξίαν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, διὰ συσχετίσεως πρὸς τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν ἀξίας, ὑπὸ τοὺς ἐν παρὰγράφῳ 3 ἀναφερομένους ὅρους.

5.1. 'Εάν δια τὸ ἐν ἢ τὸ ἔτερον ἢ καὶ ἀμφοτέρω τὰ εἰς τὴν παρὰγραφο 5, ἀναφερόμενα νομίσματα δὲν ὑφίστανται ἰσοτιμία ἢ ἀξία, ὡς αὕτη ἐμφαίνεται εἰς τὴν παρὰγραφο 5 ἢ ἐάν τὰ ἀναγνωριζόμενα ὄρια ὑπὸ τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Δ.Ν.Τ. ἢ ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ αὐτοῦ Συμβουλίου ἢ τὰ καθοριζόμενα προγενεστέρως ὑπὸ Κυβερνήσεως ἢ ἐπισήμου ἐκδοτικῆς Τραπεζῆς τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας δὲν τηροῦνται, ἢ ἰσοδύναμος ἀξία τοῦ ἐνὸς νομίσματος πρὸς τὸ ἕτερον ὑπολογίζεται βάσει τῆς τρεχούσης τιμῆς τῆς ἐπισήμου ἢ τῆς γενικῶς παραδεκτῆς ἀγορᾶς ξένου συναλλάγματος, ὑπὸ τοὺς ἐν παραγράφῳ 6 προβλεπόμενους ὁρους.

6. Πρὸς τὸν σκοπὸν καθορισμοῦ τῆς ἰσοδυναμίας ἐνὸς νομίσματος, συμφώνως πρὸς τὴν ἐπίσημον ἢ τὴν γενικῶς παραδεκτὴν ἀγορὰν ξένου συναλλάγματος, περὶ τῆς ὁποίας αἱ παρὰγραφοὶ 3.1 καὶ 5.1, δέον ὅπως αὕτη βρασιλεύει ἐπὶ τῆς τιμῆς κλεισίματος τῆς ἐφαρμοζομένης εἰς τὴν πλειονότητά των ἐμπορικῶν συναλλαγῶν, ἀμέσως παραδόσεως διὰ τηλεγραφικῆς εἰδοποιήσεως, εἰς τὴν ἐπίσημον ἀγορὰν συναλλαγμάτων ἢ τὴν γενικῶς παραδεκτὴν ἀγορὰν ξένου συναλλάγματος εἰς τὸ κυριώτερον οἰκονομικὸν κέντρον τῆς χρεωστικῆς χώρας, κατὰ τὴν προηγουμένην τῆς πληρωμῆς ἢ πρὸς τὴν πλεον. πρόσφατον τιμὴν.

6. 'Εάν ὁ πιστωτὴς ἐπιλέξῃ νόμισμα μετὰ ἰσοτιμίας εἰς χρυσὸν ἢ μέσης τιμῆς καθοριζομένης μονομερῶς ἢ νόμισμα τοῦ ὁποίου ἢ ἰσοδύναμος ἀξία δέον νὰ καθορισθῇ βάσει νομίσματος μετὰ ἰσοτιμίας εἰς χρυσὸν ἢ μέσης τιμῆς καθοριζομένης μονομερῶς, ἢ χρησιμοποιοῦσιν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος δέον νὰ εἶναι ἀποδεκτὴ ὑπὸ τοῦ χρεώστου.

7. Κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς πληρωμῆς, ὁ χρεώστης δέον νὰ ἐμβάλλῃ τὸ ποσὸν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, ὑπολογιζόμενον κατὰ τὰ ἀνωτέρω διὰ τραπεζικῆς ἐπιταγῆς, ἐμβάλλοντας ἢ δι' οἰονδήποτε ἑτέρου τρόπου ἀποδεκτοῦ ὑπὸ τοῦ χρεώστου καὶ τοῦ πιστωτοῦ. 'Εάν ὁ πιστωτὴς οὐδέμιν ἐκράξῃ προτίμησιν, ἢ ἐκλογὴ ἐπικρίσκει εἰς τὸν χρεώστην.

8. Ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τηροῦνται αἱ προθεσμίαι πληρωμῆς αἱ Διευθύνσεις ἢ αἱ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, δύνανται κατόπιν ἀμοιβαίας συμφωνίας, νὰ διακανονίσουν τὰ πᾶσις φύσεως ὑπόλοιπα αὐτῶν, διὰ συνήθησιμὸν πιστωτικῶν ἢ χρεωστικῶν ὑπολοίπων των, εἰς τὰς σχέσεις αὐτῶν μετ' ἑτέρων Διευθύνσεων ἢ καὶ Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων. Ὁ συμφητισμὸς δύνανται νὰ ἐπεκταθῇ, κατόπιν ἀμοιβαίας συμφωνίας καὶ εἰς ὅσους περὶ τὰς προερχομένας ἐκ ταχυδρομικῶν ὑπηρεσιῶν, εἰς ἃς περιπτώσεις ἀμρότεροι αἱ Διευθύνσεις ἢ αἱ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις παρέχουν ταχυδρομικὰς καὶ τηλεπικοινωνιακάς ὑπηρεσίας.

9. Τὰ ἐξ ὅσα πληρωμῆς (φόροι, δαπάναι συμφητισμοῦ, προμήθειαι, ἐντολαὶ κ.λ.π.), τὰ ὅποια ἐπιβάλλονται εἰς τὴν χρεώστην χώραν, βαρύνουν τὸν χρεώστην. Τὰ ἐπιβαλλόμενα ἐξ ὅσα εἰς τὴν πιστωτήν χώραν, συμπεριλαμβανομένων των ἐξ ὅδων πληρωμῆς τὰ ὅποια κατανέμονται ὑπὸ τραπεζῶν ἐνδιαμέσων χωρῶν, βαρύνουν τὸν πιστωτήν.

10. 'Εάν, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν διάστημα ἀπὸ τῆς διανεργείας τοῦ ἐμβάσματος (ἐπιταγῆς κ.λ.π.) ὑπὸ τοῦ χρεώστου μέχρι τῆς λήψεως τοῦτου ὑπὸ τοῦ πιστωτοῦ, λάβῃ χώραν μεταβολὴ εἰς τὴν ἰσοδύναμον ἀξίαν τοῦ ἐπιλεγέντος νομίσματος, ὑπολογισθείσης ὡς ἐν παρὰγράφῳ 3, 3.1, 5., 5.1 ἢ 6 ἀναφέρεται καὶ ἐφ' ὅσον ἢ ἐκ τῆς μεταβολῆς ταύτης προκύπτουσα διαφορὰ ὑπερβαίνει τὸ 5 % τῆς ἀξίας τοῦ ὀφειλόμενου ποσοῦ, (ὡς ὑπελογίσθη μετὰ τὴν ἐν λόγῳ μεταβολὴν) τὸ σύνολον τῆς διαφορᾶς κατανέμεται ἐξ ἡμισείας μετὰ τὸν χρεώστην καὶ πιστωτοῦ.

11. 'Εάν λάβῃ χώραν βασικὴ μεταβολὴ τοῦ διεθνoῦς νομισματικοῦ συστήματος (π.χ. οὐσιώδης γενικὴ ἀλλογίᾳ τῆς ἐπισήμου τιμῆς τοῦ χρυσοῦ ἢ ἐάν ὁ χρυσὸς πᾶσις νὰ χρησιμοποιηθῇ ὡς γενικὴ βᾶσις ὑπολογισμοῦ των νομισμάτων) συνεπείᾳ τῆς ὁποίας καθίστανται ἄκυροι ἢ ἀνεφάρμοστοι αἱ προβλεπόμεναι εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας ἐκ των ἀνωτέρω παρὰγράφων διατάξεις, αἱ Διευθύνσεις καὶ αἱ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ υἰοθετοῦν,

κατόπιν ἀμοιβαίων συμφωνιῶν, διαφόρους διαδικασίας διὰ τὴν πληρωμὴν των ὑπολοίπων των λογαριασμῶν, μέχρις ἀναθεωρήσεως τοῦ παρόντος Προσάρτηματος.

Σ η μ ε ί ο σ ι ς :

Ὅσακις ἡ μέση τιμὴ ἐκφράζεται ἐν σχέσει πρὸς τὸ νόμισμα ἑτέρας χώρας μέλους τοῦ Δ.Ν.Τ. (τοῦ νομίσματος τοῦτου καλουμένου ἐφεξῆς «ἕτερον νόμισμα») τὸ ποσὸν εἰς ἐπιλεγέν νόμισμα καθορίζεται ἀρχικῶς διὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς ἰσοτιμίας (ἐγκριζομένης ὑπὸ Δ.Ν.Τ.) τοῦ ἑτέρου νομίσματος εἰς τὸ εἰς χρυσὸν φράγμα ποσὸν καὶ κατόπιν διὰ τῆς μετατροπῆς εἰς τὸ ἐπιλεγέν νόμισμα τοῦ οὗτω προκύπτοντος ἀποτελέσματος. Εἰς τὴν περίπτωσιν δὲν ὑφίσταται διὰ τὸ ἕτερον νόμισμα ἐν ἰσχύϊ ἰσοτιμία ἐγκριζομένη ὑπὸ τοῦ Δ.Ν.Τ., δέον νὰ ἐφαρμοζῶνται αἱ διατάξεις τῆς παρὰγράφου 6.

## ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ 2.

### ΓΕΝΙΚΗ ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΑ ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΕΙΣ.

Σχέσεις των Διευθύνσεων μεταξύ των  
μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

1. Αἱ Διευθύνσεις \* γνωστοποιοῦν τηλεγραφικῶς εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματεῖαν πᾶσαν ἀναστολήν τῆς ὑπηρεσίας, παραμαρτυρομένην κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ άρθρου 33 τῆς Συνθήκης (Montreux, 1965) ἢ πᾶσαν μὴ ὁμαλὴν κατὰστασιν, ἐπηρεάζουσαν τὴν διαχέτευσιν τῆς κινήσεως, ὡς καὶ τὴν ἐπὶ αὐτὴν εἰς κανονικὰς συνθήκας.
2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέτει ἀμέσως τὰς ἐν λόγῳ πληροφορίες, τηλεγραφικῶς ὑπὸ ὅσων των ὑπολοίπων Διευθύνσεων\*.
3. Αἱ Διευθύνσεις (ἢ αἱ ἐξουσιοδοτημέναι ὑπὸ των Διευθύνσεων Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις) γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματεῖαν τὰ τελεματικά καὶ διαβρωτικά των τελεῶν, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶσαν μεταγενεστέρων μεταβολὴν των τελεῶν τούτων.
4. Αἱ ἐν λόγῳ μεταβολαὶ τελεῶν δέον νὰ γνωστοποιῶνται ἐγκρίτως ἐκ των προτέρων, εἰ δυνατόν τηλεγραφικῶς εἰς τὸν ὅστε ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς νὰ δύνανται νὰ ἀνακοινώσῃ ταύτης πρὸς τὰς Διευθύνσεις\*, διὰ τοῦ Δελτίου Ἐκμεταλλεύσεως ἐντὸς των ὑπὸ των Συντάξεων τῆς C.C.I.T.T. καθοριζομένων προθεσμιῶν.
5. Αἱ Διευθύνσεις\* γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματεῖαν τὴν ἐνταρξὴν λειτουργίας νέων ὁδῶν καὶ τὴν κατάρτησιν ὑφισταμένων τοιούτων, ἐφ' ὅσον αὐταὶ ἀφορῶν εἰς τὴν διεθνὴ ὑπηρεσίαν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς δημοσιεύει τὰς ἐν λόγῳ πληροφορίες εἰς τὸ Δελτίον Ἐκμεταλλεύσεως.
6. Ἡ Γενικὴ Γραμματεία δημοσιεύει ἐπίσης ἑτέρας πληροφορίες καὶ στατιστικάς, ἀφορώσας εἰς τὰς διεθνεῖς ὑπηρεσίας, ἀναφερόμενάς εἰς συμφωνίας, συναπτομένας μετὰ τὴν Διευθύνσεων\* καὶ εἰς ἀποφάσεις των ἀρμοδίων Διοικητικῶν Διευθύνσεων, λαμβανομένων ὑπὸ ὅσων των Συντάξεων των Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.
7. Αἱ Διευθύνσεις\* γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματεῖαν πᾶσαν προσθήκην, τροποποίησιν ἢ διαγραφὴν, ἐπιμαρτυρομένην εἰς τὰς ἀνωτέρω πληροφορίες καὶ στατιστικάς. Αἱ τροποποιήσεις, αἱ ἐπερχόμεναι εἰς τὰ σχετικὰ δημοσιεύματα, θὰ γνωστοποιῶνται, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, κατὰ τὸν προσήκοντα διὰ τὰ δημοσιεύματα ταῦτα τύπον. Διὰ τὰς στατιστικάς καὶ ἑτέρας πληροφορίες, αἱ ὁποῖαι δέον νὰ ἀπεικονίζωνται ὑπὸ μορφήν πινάκων, θὰ διαβιβάζωνται ἐρωτηματολόγια εἰς τὰς Διευθύνσεις\*.
8. Αἱ Διευθύνσεις\* δέον ν' ἀπαντοῦν πλήρως καὶ ἐγκρίτως εἰς τὰς αἰτήσεις τῆς Γενικῆς Γραμματείας ἐπὶ πληροφοριῶν αἱ ὁποῖαι δέον νὰ περιληφθοῦν εἰς τὰ περὶ ὧν πρόκειται δημοσιεύματα.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμέναι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

## ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ.

(δρα άρθρον 4)

1. Τηλεγραφήματα ἀφορώντα εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

1.1 Συμφωνῶναι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39 τῆς Συνθήκης (Montreux, 1965), τηλεγραφήματα ἀφορώντα εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς ἐν θαλάσῃ, εἰς τὴν ξηρὰν, τὸν ἀέρα καὶ τὸ διάστημα, ὡς καὶ τὰ ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντα ἐπιδημιολογικὰ τηλεγραφήματα τῆς Παγκοσμίου Ὁργάνωσης Ὑγείας, ἀπολαμβάνουν ἀπολύτου προτεραιότητος ἐπὶ πάντων τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων.

1.2 Τὰ τηλεγραφήματα ταῦτα, ἀποστέλλονται ὑπὸ κυβερνητικῶν ἀρχῶν ἢ ἰδιωτῶν, δέον νὰ ἀναφέρονται εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς εἰς ἐξαιρετικῶς ἐπείγουσας περιπτώσεις, τῶν ὁποίων ὁ χαρακτήρ γενικοῦ ἐνδιαφέροντος εἶναι προφανής.

1.3 Τηλεγραφήματα σχετικὰ πρὸς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, ἀποστέλλονται ὑπὸ τῆς ἐδρας τῆς Παγκοσμίου Ὁργάνωσης Ὑγείας ἢ ὑπὸ τῶν περιοχικῶν ἐπιδημιολογικῶν κέντρων τῆς Ὁργάνωσης ταύτης δέον νὰ φέρουν τὴν πιστοποίησιν ὅτι πρόκειται πρᾶγματι περὶ ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντων τηλεγραφημάτων, ἀφορώντων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

1.4 Τὸ κείμενον καὶ ἡ ὑπογραφή τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς τηλεγραφημάτων, κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν εἰς τηλεγραφικὰ γραφεῖα, δέον νὰ συντάσσονται εἰς σαφὴ γλῶσσιν.

1.5 Αἱ Διευθύνσεις\* ὑποχρεοῦνται νὰ διαχειρίζονται ἀμέσως τὰ ἀφορῶντα εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς τηλεγραφήματα.

2. Κρατικὰ τηλεγραφήματα καὶ τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

2.1 Κρατικὰ τηλεγραφήματα εἶναι τὰ ὑπὸ τῆς Συνθήκης (Montreux, 1965), καθοριζόμενα ὡς τοιαῦτα.

2.2 Τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα δέον νὰ φέρουν τὴν σφραγίδα τῆς ἀποστολῆς ἀρχῆς. Ἡ διατύπωσις αὐτὴ δὲν ἀπαιτεῖται, ἐφ' ὅσον ἡ αὐθεντικότης τοῦ τηλεγραφήματος εἶναι ἀνεμφισβήτητος.

2.3 Αἱ ἀπαντήσεις εἰς Κρατικὰ τηλεγραφήματα θεωροῦνται ἐπίσης ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα. Τὸ δικαίωμα ἀποστολῆς ἀπαντήσεως ὡς Κρατικῶν τηλεγραφημάτων ἀποδεικνύεται διὰ τῆς προσκομιδῆς τοῦ ἀρχικοῦ Κρατικοῦ τηλεγραφήματος.

2.4 Τὰ τηλεγραφήματα τῶν Προξενικῶν πρεσβείων, ἀσκούντων ἐμπορίαν, δὲν θεωροῦνται ὡς Κρατικὰ, εἰ μὴ ἐφ' ὅσον ἀπευθύνονται πρὸς ἐπίσημον πρόσωπον καὶ παραγματοῦνται ὑπηρεσιακὰς ὑποθέσεις. Ἐν τούτοις, ὅσα ἐκ τῶν τηλεγραφημάτων τούτων δὲν πληροῦν τοὺς ἀνωτέρω ὅρους γίνονται δεκτὰ ὑπὸ τῶν Γραφείων καὶ μεταβιβάζονται ὡς Κρατικὰ, ἀλλὰ τὰ ἐν λόγῳ Γραφεῖα ἀνακινῶνται αὐτὰ ἀμέσως εἰς τὴν Διεύθυνσιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρθῶνται.

2.5 Ὁ ἀριθμὸς 19 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ καθορίζει τὰ τηλεγραφήματα τὰ ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, εἰς τὰ ὁποῖα δέον νὰ δίδεται εἰδικὴ προτεραιότης καὶ τὰ ὁποῖα θεωροῦνται ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα.

2.6 Αἱ Διευθύνσεις\* ὑποχρεοῦνται νὰ διαχειρίζονται ἀμέσως τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα, διὰ τὰ ὁποῖα ὁ ἀποστολεὺς ἐξήγησε τὴν κατὰ προτεραιότητα μεταβίβασιν.

## 3. Μετεωρολογικὰ τηλεγραφήματα.

Ὁ ὅρος «μετεωρολογικὸν τηλεγράφημα» χαρακτηρίζεται τηλεγράφημα, ἀποστέλλομενον ὑπὸ ἐπίσημου μετεωρολογικῆς Ὑπηρεσίας ἢ σταθμοῦ σχετιζομένου ἐπισήμως μετὰ τοιαύτης Ὑπηρεσίας, ἀπευθυνόμενον πρὸς ὁμοίαν Ὑπηρεσίαν ἢ σταθμὸν καὶ περιλαμβάνον ἀποκλειστικῶς μετεωρολογικὰς παρατηρήσεις ἢ προγνώσεις. Τοιούτου εἶδους

τηλεγράφημα δέον πάντοτε νὰ θεωρεῖται ὡς συντεταγμένον εἰς σαφὴ γλῶσσιν.

4. Τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς πρόσωπα, προστατευόμενα ἐν καιρῷ πολέμου ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

4.1 Τὰ τηλεγραφήματα ταῦτα περιλαμβάνουν :

α) Τηλεγραφήματα ἀπευθυνόμενα πρὸς αἰχμαλώτους πολέμου καὶ πολιτικούς κρατούμενους ἢ ἐκπροσώπους των (πρόσωπα ἐμπιστοσύνης, ἐπιτροπαὶ κρατουμένων) ὑπὸ ἀνεγνωρισμένων Συνδέσμων περιθάλψεως, οἱ ὁποῖοι συνδράμουν θύματα πολέμου.

β) Τηλεγραφήματα τὰ ὁποῖα οἱ αἰχμαλῶτοι πολέμου καὶ οἱ πολιτικοὶ κρατούμενοι δικαιούνται νὰ ἀποστέλλουν, ὡς καὶ ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα οἱ ἐκπρόσωποι των (πρόσωπα ἐμπιστοσύνης, ἐπιτροπαὶ κρατουμένων) ἀποστέλλουν, κατὰ τὴν ἐνάσκησιν τῶν συμβατικῶν των καθηκόντων.

γ) Τηλεγραφήματα ἀφορῶντα εἰς αἰχμαλώτους πολέμου, πολιτικούς κρατούμενους ἢ τελοῦντας ὑπὸ ἐπιτήρησιν, θάνατον στρατιωτικῶν ἢ πολιτῶν κατὰ τὴν διάρκειαν ἐχθροπραξιῶν, τὰ ὁποῖα ἀποστέλλονται κατὰ τὴν ἐνάσκησιν συμβατικῶν καθηκόντων των ὑπὸ τῶν Ἐθνικῶν Γραφείων Πληροφοριῶν καὶ τοῦ Κεντρικοῦ Πρακτορείου Πληροφοριῶν, προβλεπομένων ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 ὡς καὶ ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπειῶν των ἐν λόγῳ Γραφείων ἢ τοῦ Πρακτορείου τούτου.

4.2 Τηλεγραφήματα ἀποστέλλομενα ὑπὸ αἰχμαλώτων πολέμου, πολιτικῶν κρατουμένων ἢ τῶν ἐκπροσώπων των, δέον ὅπως φέρουν τὴν σφραγίδα τοῦ στρατοπέδου ἢ τὴν ὑπογραφὴν τοῦ Διοικητοῦ αὐτοῦ ἢ ἐνὸς τῶν ἀντιπροσώπων του.

4.3 Τηλεγραφήματα ἀποστέλλομενα ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω μνημονευομένων Γραφείων καὶ τοῦ Πρακτορείου ἢ ὑπὸ τῶν ἀντιπροσωπειῶν των, ὡς καὶ τὰ ἀποστέλλομενα ὑπὸ ἀνεγνωρισμένων Συνδέσμων περιθάλψεως, οἱ ὁποῖοι συνδράμουν θύματα πολέμου, δέον νὰ φέρουν τὴν σφραγίδα τοῦ ἀποστέλλοντος Γραφείου, Πρακτορείου, Ἀντιπροσωπείας ἢ Συνδέσμου.

## 5. Συνήθη ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα.

Συνήθη ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἶναι τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα τῶν ὁποίων ἡ ἀποδοχὴ εἶναι ὑποχρεωτική, ἐπὶ πλεόν των τηλεγραφημάτων, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, τῶν μετεωρολογικῶν καὶ τῶν ἀφορῶντων εἰς πρόσωπα προστατευόμενα, ἐν καιρῷ πολέμου ὑπὸ τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

## 6. Ὑπηρεσιακὴ τηλεγραφικὴ ἀνταπόκρισις.

Ἡ ὑπηρεσιακὴ τηλεγραφικὴ ἀνταπόκρισις περιλαμβάνει τὰ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα, τὰς ὑπηρεσιακὰς εἰδοποιήσεις καὶ τὰς ἐπὶ πληρωμῇ ὑπηρεσιακὰς εἰδοποιήσεις.

6.1 Ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα εἶναι τηλεγραφήματα, ἀναφερόμενα εἰς τὰς διεθνεῖς δημοσίας τηλεπικοινωνίας καὶ ἀνταλλάσσόμενα μεταξὺ :

6.1.1 τῶν Διευθύνσεων,

6.1.2 τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων,

6.1.3 τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων,

6.1.4 τῶν Διευθύνσεων καὶ Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων ἀφ' ἐνὸς καὶ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῆς Ο.Ι.Τ. ἀφ' ἑτέρου.

6.2 Ὑπηρεσιακαὶ εἰδοποιήσεις εἶναι τηλεγραφήματα, ἀναφερόμενα εἰς ὑπηρεσιακὰς ἀνωμαλίας ἢ εἰς τὴν λειτουργίαν τῶν κυκλωμάτων καὶ τῶν τηλεγραφικῶν Γραφείων ἢ Κέντρων, ὡς καὶ εἰς τὴν μεταβίβασιν τῆς κινήσεως. Ταῦτα διμμερίζονται μεταξὺ τηλεγραφικῶν Γραφείων ἢ Κέντρων.

6.3 Ἐπὶ πληρωμῇ ὑπηρεσιακαὶ εἰδοποιήσεις εἶναι τηλεγραφήματα ἀποστέλλομενα ὑπὸ τοῦ ἀποστολέως ἢ τοῦ παραλήπτου τηλεγραφήματος προκειμένου δι' αὐτῶν νὰ ζητηθοῦν πληροφορίες ἢ νὰ δοθοῦν ὁδηγίαι, σχετικαὶ πρὸς τὸ τηλεγράφημα των.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένα Ἰδιωτικὰ Ἐπιχειρήσεις

## ΤΗΛΕΦΩΝΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ.

## "Αρθρον 1.

"Αντικείμενον του Τηλεφωνικού Κανονισμού.

1 1.(1) "Ο Τηλεφωνικός Κανονισμός καθορίζει τὰς γενικὰς ἀρχάς, τὰς τηρητέας εἰς τὴν Διεθνή Τηλεφωνικὴν Ὑπηρεσίαν.

(2) Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν εἰς τὸν Κανονισμόν ἀναφερομένων ἀρχῶν, αἱ Διευθύνσεις\*, διὰ πᾶν ὅ,τι δὲν προβλέπεται εἰς τοῦτον, δέον νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τὰς Συστάσεις τῆς C.C.I.T.T., περιλαμβανομένων ἀπασῶν τῶν Ὁδηγίων, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν τμήμα τῶν Συστάσεων τοῦτον.

2 2. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐφαρμόζονται ἀνεξαρτήτως τῶν χρησιμοποιουμένων μέσων μεταβίβασης, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ὁ Κανονισμός Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ὁ Πρόσθετος Κανονισμός Ραδιοεπικοινωνιῶν δὲν ὀρίζουν ἄλλως.

## "Αρθρον 2.

## "Ορισμοί.

Διεθνὴς ὁδὸς δρομολογήσεως.

"Ἡ διεθνὴς ὁδὸς δρομολογήσεως ἀποτελεῖται ἐκ κυκλωμάτων χρησιμοποιουμένων διὰ τὴν διοχέτευσιν τῆς τηλεπικοινωνιακῆς κινήσεως μεταξύ δύο διεθνῶν τερματικῶν Κέντρων ἢ Γραφείων.

Τέλος κατανομῆς.

Τέλος καθοριζόμενον διὰ συμφωνίας μεταξύ Διευθύνσεων\* εἰς μίαν δεδομένην σχέσιν καὶ τὸ ὅποῖον χρησιμοποιεῖται διὰ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν.

Τέλος εἰσπράξεως.

Τέλος καθοριζόμενο καὶ εἰσπραττόμενον ὑπὸ Διευθύνσεων\* ἀπὸ τὸ Κοινὸν τῆς χώρας μας διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῆς διεθνoῦς τηλεπικοινωνιακῆς ὑπηρεσίας.

"Οδηγίαι.

"Οδηγίαι εἶναι Συστάσεις ἢ (σύνολον Συστάσεων) ἐκπονηθεῖσαι ὑπὸ τῆς C.C.I.T.T., διαλαμβανούσα πρακτικὰς μεθόδους ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἡ ὁποία δύναται νὰ ἐκδοθῇ ὑπὸ μορφήν ἐγχειριδίου πρὸς χρῆσιν τῶν Ὑπηρεσιῶν Ἐκμεταλλεύσεως τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων.

## "Αρθρον 3.

Διεθνὴς δίκτυον.

3 1. "Απασαι αἱ Διευθύνσεις\* ὀφείλουν νὰ εὐνοοῦν τὴν ἀποκατάστασιν τηλεφωνικῆς ὑπηρεσίας ἐπὶ παγκοσμίῳ κλίμακος καὶ νὰ καταβάλλουν πᾶσαν προσπάθειαν ἐπεκτάσεως τῆς διεθνoῦς τηλεφωνικῆς ὑπηρεσίας εἰς τὸ Ἑθνικὸν τῶν δίκτυον.

4 2. Αἱ Διευθύνσεις\* καθορίζουν τὰ Κέντρα τὰ ὁποῖα, ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τὸ ὅποῖον ἐξυπηρετοῦν, δέον νὰ θεωροῦνται ὡς διεθνῇ Κέντρα.

5 3. Αἱ ὁδοὶ ἐπικοινωνίας καὶ ὁ ἐξοπλισμός διὰ τὴν διεθνή τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν ἐγκαθίστανται εἰς ἐπαρκῆ ἀριθμὸν διὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν τῆς Ὑπηρεσίας.

6 4. Αἱ Διευθύνσεις\* συνεργάζονται διὰ τὴν ἐγκατάστασιν, ἐκμετάλλευσιν καὶ συντήρησιν τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν διεθνή Τηλεφωνικὴν Ὑπηρεσίαν ὁδῶν ἐπικοινωνίας καὶ ἐξοπλισμοῦ, ἐπὶ τῷ τέλει ἐξασφαλίσεως τῆς καλυτέρας δυνατῆς ποιότητος ὑπηρεσίας.

7 5. Αἱ Διευθύνσεις\* καθορίζουν διὰ κοινῆς συμφωνίας τὰς χρησιμοποιητέας ὁδοὺς πρὸς διοχέτευσιν τῆς κινήσεως (1).

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικοὶ Ἐπιχειρήσεις

1) Ἐν ἀναμονῇ συνάψεως κοινῆς συμφωνίας, ὅρα Συστάσεις Νο 2 ἀφορώσα εἰς τὴν διαχείρισιν τῆς ἐξερχομένης κινήσεως.

## "Αρθρον 4.

"Ὑπηρεσίαι παρεχόμεναι εἰς τὸ Κοινόν.

8 1. Αἱ Διευθύνσεις\* καθορίζουν δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τὰς κατηγορίας τῶν συνδιαλέξεων, τὰς εἰδικὰς εὐκολίας καὶ τὰς εἰδικὰς μεταδόσεις, διὰ τὰς ὁποίας χρησιμοποιοῦνται τηλεφωνικὰ κυκλώματα, αἱ ὁποῖαι γίνονται ἀποδεκταὶ εἰς τὰς μεταξύ των διεθνεῖς σχέσεις κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 39 καὶ 40 τῆς Συμβάσεως (Montreux, 1965). Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, αἱ Διευθύνσεις\* δύνανται νὰ συνάπτουν διμερεῖς ἢ περιοχικὰς συμφωνίας ἐγούσας ὡς ἀντικείμενον τὴν βελτίωσιν τῶν παρεχομένων τηλεφωνικῶν ὑπηρεσιῶν εἰς τὸ Κοινόν.

9 2. Αἱ Διευθύνσεις\* καθορίζουν δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τοὺς ὅρους βάσει τῶν ὁποίων θέτουν εἰς τὴν ἀποκλειστικὴν διάθεσιν τρίτων διεθνή κυκλώματα τηλεφωνικοῦ τύπου, κατόπιν ἀναλόγου ἀποζημιώσεως, εἰς τὰς σχέσεις ὅπου παρόμοια κυκλώματα παραμένουν διαθέσιμα μετὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν τῆς δημοσίας ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν.

## "Αρθρον 5.

Μέθοδοι ἐκμεταλλεύσεως.

10 Αἱ Διευθύνσεις\* συμφωνοῦν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν, εἰς τὰς διεθνεῖς τῶν σχέσεις, τῶν μεθόδων ἐκμεταλλεύσεως, αἱ ὁποῖαι ἀναποκρίνονται καλλίτερον, εἰς τὰς ἀνάγκας, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν συνθηκῶν καὶ τῶν δυνατοτήτων ἐκμεταλλεύσεως.

## "Αρθρον 6.

Τέλη κατανομῆς.

11 1. Τὸ τέλος κατανομῆς ἀποτελεῖται ἐκ τῶν τερματικῶν τελῶν καὶ περιπτώσεως τυχούσης, ἐκ τοῦ ἢ τῶν διαβατικῶν τελῶν.

12 2. Αἱ Διευθύνσεις\* καθορίζουν τὰ τερματικὰ καὶ τὰ διαβατικὰ τῶν τελῶν.

13 3. Ἐν τούτοις, αἱ Διευθύνσεις\* δύνανται, κατόπιν συμφωνίας, νὰ καθορίζουν τὸ ἐφαρμοζόμενον συνολικὸν τέλος κατανομῆς εἰς δεδομένην σχέσιν καὶ τὴν κατανομὴν τούτου εἰς τερματικὰ μερίδια περιερχόμενα εἰς τὰς Διευθύνσεις\* τῶν τερματικῶν χωρῶν καὶ περιπτώσεως τυχούσης, εἰς διαβατικὰ μερίδια περιερχόμενα εἰς τὰς Διευθύνσεις\* τῶν διαβατικῶν χωρῶν.

14 4. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν ὁρίσται συμφωνία, ὡς αὕτη προβλέπεται εἰς τὸν ἀριθμὸν 15, τὸ συνολικὸν τέλος κατανομῆς καθορίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 11 καὶ 12.

15 5. Ὄταν μία Διεύθυνσις\* ἀποκτήσῃ, διὰ μισθώσεως ἢ διὰ παντὸς ἑτέρου τρόπου, τὸ δικαίωμα χρήσεως ἐνὸς τμήματος τῶν κυκλωμάτων ἢ καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων ἑτέρας Διευθύνσεως\*, αὕτη καθορίζει τὸ τέλος κατανομῆς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 11 καὶ 12 διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ τμήματος τούτου τῆς ζεύξεως. Ὅμοιως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 13, τὸ μερίδιον τοῦ συνολικοῦ τέλους κατανομῆς, διὰ τὸ περὶ οὗ πρόκειται τμήμα, περιέρχεται εἰς τὴν Διεύθυνσιν\* ἢ ὁποία ἀπέκτησε τὸ δικαίωμα χρήσεως τῶν κυκλωμάτων ἢ καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων τῆς ἑτέρας Διευθύνσεως\*. Αἱ αὗται διατάξεις ἐφαρμόζονται, ὅταν πλείονες Διευθύνσεις\* ἀποκτήσουν ἀπὸ κοινοῦ τὸ δικαίωμα χρήσεως τμήματος τῶν κυκλωμάτων ἢ καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων ἑτέρας Διευθύνσεως\*.

## "Αρθρον 7.

Τέλη εἰσπράξεως.

16 1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμοζομένης ἐθνικῆς νομοθεσίας, ἐκάστη Διεύθυνσις\* καθορίζει τὰ εἰσπρακτέα

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικοὶ Ἐπιχειρήσεις

παρά του Κοινοῦ τέλη. Κατὰ τὸν καθορισμὸν τῶν τελῶν τούτων, αἱ Διευθύνσεις\* θὰ ἔδωκε νὰ καταβάλλουν προσπαιθίας πρὸς ἀποφυγὴν μεγάλης ἀσυμμετρίας μεταξὺ τῶν ἐφαρμοζομένων τελῶν εἰσπράξεως κατὰ τὰς δύο κατευθύνσεις τῆς αὐτῆς σχέσεως.

17 2. Τὸ εἰσπραττόμενον παρά του Κοινοῦ τέλος μιᾶς ἐπικοινωνίας θὰ ἔδει, κατ' ἀρχήν, νὰ εἶναι τὸ αὐτὸ εἰς δεδομένην σχέσιν ἀνεξαρτήτως τῆς χρησιμοποιουμένης ὁδοῦ δρομολογήσεως.

\* Ἀρθρον 8.

Λογιστική<sup>1</sup>.

18 1. Ἐκτὸς εἰδικῆς συμφωνίας, ἡ Διεύθυνσις\*, ἡ ὑπεύθυνος διὰ τὴν εἰσπραξὶν τῶν τελῶν, συντάσσει μηνιαῖον λογαριασμὸν ἐμφαίνοντα ἅπαντα τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ καὶ ἀποστέλλει τοῦτον εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας Διευθύνσεις\*.

19 2. Οἱ λογαριασμοὶ ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει πρὸ τοῦ τέλους τοῦ τρίτου μηνὸς ἀπὸ τοῦ μηνὸς εἰς τὸν ὁποῖον ἀναφέρονται.

20 3. Κατ' ἀρχήν, ὁ λογαριασμὸς θεωρεῖται ὅτι ἐγένετο ἀποδεκτὸς ἄνευ ἀνάγκης ἰδιαιτέρας γνωστοποιήσεως τῆς ἀποδοχῆς του εἰς τὴν Διεύθυνσιν\* ἢ ὅποια ἀπέστειλε τοῦτον.

21 4. Ἐν τούτοις, ἐκάστη Διεύθυνσις\* ἔχει τὸ δικαίωμα ἀμφισβήτησεως τῶν στοιχείων ἐνὸς λογαριασμοῦ ἐντὸς περιόδου δύο μηνῶν, ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεώς του, ἀλλὰ μόνον κατ' ὃ μέτρον τοῦτο θεωρεῖται ἀναγκαῖον διὰ τὴν ρύθμισιν τῶν διαφορῶν ἐντὸς ἀμοιβαίως παραδεκτῶν ὁρίων.

22 5. Ἡ πληρωμὴ τοῦ ὑπολοίπου ἐνὸς λογαριασμοῦ δὲν θὰ καθυστερῇ ἐν ἀναμονῇ ρυθμίσεως τυχόν ὑφισταμένης ἀμφισβήτησεως τοῦ λογαριασμοῦ τούτου. Αἱ ἀναπροσαρμογαὶ αἱ ὁποῖαι συμφωνοῦνται ἐκ τῶν ὑστέρων, θὰ περιλαμβανῶνται εἰς ἐπόμενον λογαριασμὸν.

23 6. Εἰς σχέσεις εἰς τὰς ὁποίας δὲν ὑφίστανται εἰδικαὶ συμφωνίαι, συντάσσεται τὸ ταχύτερον δυνατόν ὑπὸ τῆς πιστωτικῆς Διευθύνσεως\* τριμηνιαῖος ἐκκαθαριστικὸς λογαριασμὸς, ἐμφαίνων τὰ ὑπόλοιπα τῶν μηνιαίων λογαριασμῶν τῆς περιόδου εἰς τὴν ὁποία ἀναφέρεται καὶ ἀποστέλλεται εἰς διπλοῦν πρὸς τὴν χρεώστριαν Διεύθυνσιν\*, ἡ ὁποία μετὰ τὸν ἐλεγχον, ἐπιστρέφει τὸ ἐν τῶν ἀντιγράφων θεωρημένον διὰ τῆς ἀποδοχῆς του.

24 7. Αἱ πληρωμαὶ πραγματοποιοῦνται τὸ συντομότερον δυνατόν ἀλλὰ εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν βραδύτερον τῶν ἐξ ἑβδομάδων ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ χρεώστρια Διεύθυνσις\* ἔλαβε τὸν τριμηνιαῖον ἐκκαθαριστικὸν λογαριασμὸν. Παρερχομένης τῆς προθεσμίας ταύτης ἡ πιστώτρια Διεύθυνσις\* ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαιτῇ τόκον πρὸς 6% ἐτησίως ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἐπομένης τῆς ἐκπνοῆς τῆς κατὰ τὰ ἀνωτέρω τακτομένης προθεσμίας.

## ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ.

\* Ἀρθρον 9.

Συμπληρωματικαὶ Διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ.

25 1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς δύναται, εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ὑπ' ἀριθμ. 37 Ἀποφάσεως τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων (Montreux 1965), νὰ συμπληρωθῇ διὰ προσθέτου Προσαρτήματος, ἀποτελοῦντος ἀναπόσπαστον τμήμα τούτου, περιλαμβανόντος ἐνδεχομένως:

— Ἀπάσας τὰς διατάξεις τὰς ὁποίας ἡ Παγκόσμιος Διοικητικὴ Διάσκεψις Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974, θὰ κρίνῃ ἀπαραίτητον ὅπως ἐνσωματωθῶν εἰς τὸν παρόντα Κανονισμὸν.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

1) Ὅρα ἐπίσης προσάρτημα 1.

— Ἀπάσας τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν (Ἀναθεώρησις 1971), τῶν ὁποίων ἡ μεταφορὰ δύναται νὰ κριθῇ σκόπιμος ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Διασκέψεως.

— Πᾶσαν τροποποίησιν τῶν διατάξεων τούτων ἡ πᾶσαν νέαν διάταξιν τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν, αἱ ὁποῖαι θὰ υἱοθετηθῶν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974.

26 2. Παρὰ ταῦτα, οὐδεμίαν διάταξιν, οὕτω μεταφερομένη ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ ἐνσωματωμένη εἰς τὸ ἐν ἀριθμῷ 25 ἀναφερόμενον Προσάρτημα, ἡδύνατο νὰ ἐρμηνευθῇ ὡς βελτίωσις ἢ τροποποίησις οἰκισθῆποτε διατάξεως τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Εἰς περίπτωσιν ἀντιθέσεως, τὸ κείμενον τοῦ Κανονισμοῦ ὑπερισχέει τῶν διατάξεων τοῦ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένου Προσαρτήματος.

\* Ἀρθρον 10.

Προσαρτήματα.

27 Ὁ Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς συμπληροῦται διὰ τῶν Προσαρτημάτων 1 καὶ 2, τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμήμα αὐτοῦ.

\* Ἀρθρον 11.

Θέσις ἐν ἰσχύι τοῦ Κανονισμοῦ.

28 1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1974, ἐξαιρέσει ἐνδεχομένως τοῦ Προσαρτήματος περὶ οὗ ὁ ἀριθμὸς 25, τὸ ὁποῖον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι εἰς ἡμερομηνίαν καθορισθησομένην ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Ναυτικῶν Ραδιοεπικοινωνιῶν τοῦ 1974.

29 2. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τοῦ παρόντος κανονισμοῦ, οἱ καθ' ἑκάστον ἀντιπρόσωποι δηλοῦν ὅτι, ἐν μία Διεύθυνσις διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς ἐφαρμογῆς μιᾶς ἢ περισσοτέρων διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ τούτου, οὐδεμίαν ἐτέρα Διεύθυνσιν ὑποχρεοῦται νὰ τηρήσῃ τὴν ἢ τὰς ὡς εἴρηται διατάξεις εἰς τὰς σχέσεις αὐτῆς μετὰ τῆς Διευθύνσεως, ἡ ὁποία διετύπωσε τοιαύτας ἐπιφυλάξεις.

Εἰς πίστωση, οἱ καθ' ἑκάστον ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὸν παρόντα Κανονισμὸν εἰς ἐν ἀντίτυπον, ὁ ὁποῖος μετὰ τοῦ ἀναφερομένου ἐν ἀριθμῷ 25 Προσαρτήματος, θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἀποστείλῃ κεκυρωμένον ἀντίγραφον εἰς ἐκάστην τῶν χωρῶν, αἱ ὁποῖαι ὑπέγραψαν τοῦτον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τὴν 11ην Ἀπριλίου 1974

(Ἐπὶ οἱ αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ ὡς εἰς τὸν Τηλεγραφικὸν Κανονισμὸν).

## ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ 1.

Πληρωμὴ ὑπολοίπων τῶν λογαριασμῶν.

Μὴ ὑπαρχουσῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ Διευθύνσεων\* τὰ χρησιμοποιούμενα νομίσματα διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν ὑπολοίπων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν λογαριασμῶν, οἱ ὁποῖοι κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Montreux, 1965), ἐκφράζονται εἰς χρυσὰ φράγκα, ὡς ἐπίσης καὶ οἱ κανόνες μετατροπῆς τῶν νομισμάτων τούτων, δεόν νὰ εἶναι οἱ ἀκόλουθοι:

1. Ἡ πληρωμὴ τῶν ὑπολοίπων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν λογαριασμῶν διενεργεῖται εἰς τὸ ἐπὶ ἐπὶ τὸ τοῦ πιστωτοῦ νόμισμα, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τοῦ

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένοι Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις.

χρεώστου. Έν περιπτώσει διαφωνίας, ή έκλογή του πιστω-  
του ύπερισχύει εις άπάσας τας περιπτώσεις, υπό την έπι-  
φύλαξιν των διατάξεων της παραγράφου 6.1. Έάν ο πιστω-  
τής δέν καθορίση νόμισμα, ή έκλογή έπαφίεται εις τόν  
χρεώστην.

2. Τό ποσόν της πληρωμής εις τό έπιλεγέν νόμισμα,  
ώς καθορίζεται κατωτέρω δέον νά είναι ίσοδύναμου άξίας  
πρός τό υπόλοιπον του λογαριασμού.

3. Έάν τό υπόλοιπον του λογαριασμού εκφράζεται εις  
χρυσά φράγκα, τό ποσόν του έπιλεγέντος νομίσματος, τό  
όποιον είναι ίσοδύναμου άξίας προς τό υπόλοιπον τούτο,  
καθορίζεται έν σχέσει προς την έν ισχύι κατά την προτεραιάν  
της πληρωμής ίσοτιμίαν μεταξύ του χρυσού φράγκου καί :

α) της εις χρυσόν ίσοτιμίας του έπιλεγέντος νομίσματος,  
της έγκρινομένης υπό του Διεθνούς Νομισματικού Ταμείου  
(έφεξής καλουμένου Δ.Ν.Τ.). Έάν έν τούτοις μία μέση  
τιμή του έπιλεγέντος νομίσματος έχη καθορισθή, δυνάμει  
άποφάσεως του Διοικητικού Συμβουλίου του Δ.Ν.Τ.,  
μετά την έγκρισιν της εις χρυσόν ίσοτιμίας της μονάδος  
ταύτης υπό του Δ.Ν.Τ., ή εις χρυσόν άξία, της μέσης ταύτης  
τιμής δέον νά χρησιμοποιήται διά τόν καθορισμόν της ίσο-  
δύναμου άξίας (δρα την Σημείωσιν, σελίς . . . .).

β) ή της εις χρυσόν ίσοτιμίας του έπιλεγέντος νομίσματος,  
της καθοριζομένης μονομερώς υπό της Κυβερνήσεως ή υπό  
έπισήμου έκδοτικής Τραπεζής της ενδιαφερομένης χώρας  
(έφεξής προσδιοριζομένης διά της εκφράσεως ακαθορίστο-  
μένη μονομερώς). Έάν έν τούτοις μία μέση τιμή του  
έπιλεγέντος νομίσματος έχη καθορισθή μονομερώς μετα-  
γενεστέρως του μονομερούς καθορισμού της εις χρυσόν  
ίσοτιμίας, ή εις χρυσόν άξία της μέσης ταύτης τιμής δέον νά  
χρησιμοποιήται διά τόν καθορισμόν της ίσοδύναμου άξίας  
(δρα Σημείωσιν, σελίς . . . .).

3.1 Έάν τό έπιλεγέν νόμισμα δέν ανταποκρίνεται προς  
τάς διατάξεις της άνωτέρω παραγράφου 3 ή έάν τά άναγνω-  
ριζόμενα όρια υπό του Καταστατικού του Δ.Ν.Τ. ή υπό των  
άποφάσεων του Διοικητικού αυτού Συμβουλίου (παραγράφος  
3α) ή τά καθοριζόμενα προγενεστέρως υπό Κυβερνήσεως  
ή υπό έπισήμου έκδοτικής Τραπεζής της ενδιαφερομένης  
χώρας (παραγράφος 3β) δέν τηρούνται, ή ίσοδύναμος άξία  
του νομίσματος τούτου υπολογίζεται βάσει της τρεχούσης  
τιμής, της έπισήμου ή της γενικώς παραδεκτής άγοράς  
ξένου συναλλάγματος, υπό τούς έν παραγράφω 6 προβλεπο-  
μένους όρους διά σύσχετίσεως προς έτερον νόμισμα, τό  
όποιον ανταποκρίνεται εις τας διατάξεις της παραγράφου 3.

4. Έάν τό υπόλοιπον του λογαριασμού εκφράζεται εις  
νόμισμα διάφορον του χρυσού φράγκου καί τό έπιλεγέν  
νόμισμα είναι τό αυτό προς τό νόμισμα του υπολοίπου  
του λογαριασμού, τό ποσόν της πληρωμής είναι τό ποσόν  
του υπολοίπου του λογαριασμού.

5. Έάν τό υπόλοιπον του λογαριασμού εκφράζεται  
εις νόμισμα διάφορον του χρυσού φράγκου καί τό έπιλεγέν  
διά την πληρωμήν νόμισμα είναι διάφορον του νομίσματος  
του υπολοίπου του λογαριασμού, τό ποσόν του έπιλεγέντος  
νομίσματος διά την πληρωμήν καθορίζεται βάσει της εις  
χρυσόν άξίας του νομίσματος του υπολοίπου του λογαριασμού,  
έν σχέσει προς την εις χρυσόν άξίαν του έπιλεγέντος νο-  
μίσματος, διά σύσχετίσεως προς τας αντίστοιχους αυτών  
άξίας, υπό τούς έν παραγράφω 3 άναφερομένους όρους.

5.1 Έάν διά τό έν ή τό έτερον ή καί άμφοτέρω τά εις  
την παράγραφον 5, άναφερόμενα νομίσματα δέν οφίσταται  
ίσοτιμία ή άξία, ως αυτή έμφαίνεται εις την παράγραφον 3,  
ή έάν τά άναγνωριζόμενα όρια υπό του Καταστατικού  
του Δ.Ν.Τ. ή υπό των άποφάσεων του Διοικητικού αυτού  
Συμβουλίου ή τά καθοριζόμενα προγενεστέρως υπό Κυ-  
βερνήσεως ή έπισήμου έκδοτικής Τραπεζής της ενδιαφερο-  
μένης χώρας δέν τηρούνται, ή ίσοδύναμος άξία του ένός  
νομίσματος προς τό έτερον υπολογίζεται βάσει της τρε-  
χούσης τιμής της έπισήμου ή της γενικώς παραδεκτής  
άγοράς ξένου συναλλάγματος, υπό τούς έν παραγράφω  
6 προβλεπομένους όρους.

6. Προς τόν σκοπόν καθορισμού της ίσοδυναμίας ένός  
νομίσματος, συμφώνως προς την έπίσημον ή την γενικώς  
παραδεκτήν άγοράν ξένου συναλλάγματος, περί της οποίας  
αί παράγραφοι 3.1 καί 5.1, δέον όπως αυτή βασίζεται  
έπί της τιμής κλεισίματος της έφαρμοζομένης εις την  
πλειονότητα των έμπορικων συναλλαγών, άμέσου παραδό-  
σεως διά τηλεγραφικής ειδοποιήσεως, εις την έπίσημον  
άγοράν συναλλαγμάτων ή την γενικώς παραδεκτήν άγοράν  
ξένου συναλλάγματος εις τό κυριώτερον οικονομικόν κέντρον  
της χρεωστικής χώρας, κατά την προηγουμένην της πληρω-  
μής ή προς την πλέον πρόσφατον τιμήν.

6. Έάν ο πιστωτής επέλεξε νόμισμα μετά ίσοτιμίας  
εις χρυσόν ή μέσης τιμής καθοριζομένης μονομερώς ή  
νόμισμα του οποίου ή ίσοδύναμος άξία δέον νά καθορισθή  
βάσει νομίσματος, μετά ίσοτιμίας εις χρυσόν ή μέσης τιμής  
καθοριζομένης μονομερώς, ή χρησιμοποιήσας του έπιλε-  
γέντος νομίσματος δέον νά είναι άποδεκτή υπό του χρεώ-  
στου.

7. Κατά την ήμερομηνίαν της πληρωμής, ο χρεώστης  
δέον νά έμβάλει τό ποσόν του έπιλεγέντος νομίσματος,  
υπολογιζομένου κατά τά άνωτέρω, διά τραπεζικής έπιταγής,  
έμβασματος ή δι' οίονδήποτε έτέρου τρόπου άποδεκτού  
υπό του χρεώστου καί του πιστωτού. Έάν ο πιστωτής  
ουδέμίαν εκφράζει προτίμησιν, ή έκλογή έπαφίεται εις τόν  
χρεώστην.

8. Έπό την προϋπόθεσιν ότι τηρούνται αί προθεσμίας  
πληρωμής αί Διευθύνσεις\* δύνανται, κατόπιν άμοιβαίας συμ-  
φωνίας, νά διακανονίζουν τά πράξης ρύσεως υπόλοιπων αυτών,  
διά συμπληρωσίου πιστωτικών ή χρεωστικών υπολοίπων των,  
εις τας σχέσεις αυτών μεθ' έτέρων Διευθύνσεων\*. Ο συμπλη-  
ρωσμός δύνανται νά έπεκταθή, κατόπιν άμοιβαίας συμφωνίας,  
καί εις όφειλās προερχομένας εκ ταχυδρομικών ύπηρεσιών,  
εις άς περιπτώσεις άμφοτέρω αί Διευθύνσεις\* παρέχουν  
ταχυδρομικά καί τηλεπικοινωνιακά ύπηρεσίας.

9. Τά έξοδα πληρωμής (ρόροι, δαπάναι συμπληρωσίου,  
προμήθειαι, έντολαί κ.λπ.), τά όποια έπιβάλλονται εις την  
χρεώστην χώραν, βαρύνουν τόν χρεώστην. Τά έπιβαλλό-  
μενα έξοδα εις την πιστωτήν χώραν, συμπεριλαμβανο-  
μένων των έξόδων πληρωμής τά όποια κρατούνται υπό  
τραπεζών ένδιαιμέσων χωρών, βαρύνουν τόν πιστωτήν.

10. Έάν, κατά τό μεσολαβούν διάστημα από της διε-  
νεργείας του έμβασματος (έπιταγής κ.λπ.) υπό του χρεώστου  
μέχρι της λήψεως τούτου υπό του πιστωτού, λάβη χώραν  
μεταβολή εις την ίσοδύναμον άξίαν του έπιλεγέντος νομί-  
σματος, υπολογισθείσης ως έν παραγράφους 3, 3.1, 5, 5.1 ή 6  
άναφέρεται καί έφ' όσον ή εκ της μεταβολής ταύτης προ-  
κύπτουσα διαφορά ύπερβαίνει τό 5 % της άξίας του όφειλο-  
μένου ποσού, (ως υπολογισθή μετά την έν λόγω μεταβολήν)  
τό σύνολον της διαφοράς κατανέμεται εξ ήμισείας μεταξύ  
χρεώστου καί πιστωτού.

11. Έάν λάβη χώραν βασική μεταβολή του διεθνούς  
νομισματικού συστήματος (π.χ. ουσιώδης γενική άλλαγή  
της έπισήμου τιμής του χρυσού ή έάν ο χρυσός πύση νά  
χρησιμοποιήται ως γενική βάση υπολογισμού των νομισμά-  
των) συνεπεία της οποίας καθίστανται άκυροι ή άνεφάρμο-  
στοι αί προβλεπόμεναι εις μίαν ή περισσοτέρας εκ των άνω-  
τέρω παραγράφων διατάξεις, αί Διευθύνσεις\* έχουν την  
εύχρευσιν νά υιοθετούν, κατόπιν άμοιβαίων συμφωνιών,  
διαφόρους διαδικασίας διά την πληρωμήν των υπολοίπων  
των λογαριασμών, μέχρις άναθεωρήσεως του παρόντος  
Προσχετήματος.

#### Σημείωσις :

\*Οσάκις ή μέση τιμή εκφράζεται έν σχέσει προς τό  
νόμισμα έτέρως χώρας μέλους του Δ.Ν.Τ. (του νομίσματος  
τούτου καλουμένου έφεξής «έτερον νόμισμα»), τό ποσόν

ή Άνεγνωρισμένα Ίδιωτικά Ήπιχειρήσεις.

εις επίπλεγμα νόμισμα καθορίζεται αρχικώς δια της εφαρμογής της ισοτιμίας (έγκριμένης υπό Δ.Ν.Τ.) του έτερου νομίσματος εις το εις χρυσά φράγκα ποσόν και κατόπιν δια της μετατροπής εις το επίπλεγμα νόμισμα του ούτω προκύπτοντος αποτελέσματος. Εις την περίπτωσιν δὲν υφίσταται δια το έτερον νόμισμα ἐν ισχύι ισοτιμία έγκριμένη υπό του Δ.Ν.Τ., δέον να εφαρμοζονται αἱ διατάξεις της παραγράφου 6.

## ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ 2.

### ΓΕΝΙΚΗ ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ.

#### ΑΜΟΙΒΑΙΑΙ ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΕΙΣ.

Σχέσεις των Διευθύνσεων μεταξύ των μέσων της Γενικής Γραμματείας.

1. Η Γενική Γραμματεία δημοσιεύει πληροφορίας και στατιστικά, αφορώσας εις τὰς διεθνείς υπηρεσίας, αναφερομένας εις συμφωνίας, συναπτομένας μεταξύ Διευθύνσεων\* και εις Αποφάσεις των αρμοδίων Διοικητικών Διασκέψεων, λαμβανομένων υπό δ' ύψει των Συστάσεων των Συμβουλευτικών Επιτροπών.

2. Αἱ Διευθύνσεις\* γνωστοποιούν εις την Γενικήν Γραμματείαν πᾶσαν προσθήκην, τροποποίησιν ἢ διαγραφήν, επιφερομένην εις τὰς ἀνωτέρω πληροφορίας και στατιστικά. Αἱ τροποποιήσεις, αἱ ἐπερχόμεναι εις τὰ σχετικά δημοσιεύματα, θα γνωστοποιούνται, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, κατὰ τὸν προσήκοντα δια τὰ δημοσιεύματα ταῦτα τύπον. Διὰ τὰς στατιστικάς και ἐτέρας πληροφορίας, αἱ ὁποῖαι δέον να ἀπεικονίζονται υπό μορφήν πινάκων, θα διαβιβάζονται ἐρωτηματολόγια εις τὰς Διευθύνσεις\*.

3. Αἱ Διευθύνσεις\* δέον να ἀπαντοῦν πλήρως και ἐγκαίρως εις τὰς αἰτήσεις της Γενικής Γραμματείας ἐπὶ πληροφοριών, αἱ ὁποῖαι δέον να περιληφθῶν εις τὰ περὶ ὧν πρόκειται δημοσιεύματα.

#### Τελικὸν Πρωτόκολλον.

Κατὰ τὴν ὑπογραφήν των Τελικῶν Πράξεων της Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας και Τηλεφωνίας (Γενεῦη, 1973), οἱ ὑπογεγραμμένοι ἀντιπροσωποὶ λαμβάνουν γνῶσιν των ἀκολουθῶν δηλώσεων, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν μέρος των Τελικῶν Πράξεων της Διασκέψεως.

## I

### (Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὰς Ἑνωμένας Πολιτείας Ἀμερικῆς.

1. Αἱ Ἑνωμένα Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς δηλοῦν ρητῶς ὅτι αὐταί, διὰ της ὑπογραφῆς τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ (Ἀναθεώρησις Γενεῦης, 1973) ἐξ ὀνόματος των ἢ διὰ της ἐπικυρώσεως τοῦ Κανονισμοῦ τούτου, οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναλαμβάνουν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν οἰασδήποτε διατάξεως τοῦ Κανονισμοῦ εις τὴν ἐσωτερικὴν ὑπηρεσίαν των Ἑνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς, ὅσον ἀφορᾷ τὰ τηλεγραφήματα μεταξύ των Ἑνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς ἀφ' ἐνός, και τοῦ Καναδᾶ, τοῦ Μεξικοῦ και των νήσων Saint-Pierre και Miquelon ἀφ' ἐτέρου και τὰ ἐφαρμοστέα εις τὴν ὑπηρεσίαν ταύτην τέλη.

2. Αἱ Ἑνωμένα Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς, δηλοῦν ρητῶς ὅτι αὐταί οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναλαμβάνουν ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν οἰασδήποτε διατάξεως τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ (Ἀναθεώρησις Γενεῦης, 1973) διὰ τὴν ὑπηρεσίαν ἐπὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὁδῶν ἄλλων ἐκτὸς ἐκείνων αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦν διὰ τὴν ἀνταπόκρισιν τοῦ Κοινοῦ.

\* ἢ Ἀνεγνωρισμένα: Ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις

## II

### (Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὰς Ἑνωμένας Πολιτείας Ἀμερικῆς.

1. Αἱ Ἑνωμένα Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς δηλοῦν ρητῶς ὅτι αὐταί, διὰ της ὑπογραφῆς τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ (Ἀναθεώρησις Γενεῦης, 1973) ἐξ ὀνόματος των ἢ διὰ της ἐπικυρώσεως τοῦ Κανονισμοῦ τούτου οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναλαμβάνουν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν οἰασδήποτε διατάξεως τοῦ Κανονισμοῦ εις τὴν ἐσωτερικὴν ὑπηρεσίαν των Ἑνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς, ὅσον ἀφορᾷ τὴν τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν μεταξύ των Ἑνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς ἀφ' ἐνός και τοῦ Καναδᾶ, τοῦ Μεξικοῦ και των νήσων Saint-Pierre και Miquelon ἀφ' ἐτέρου και τὰ ἐφαρμοστέα εις τὴν ὑπηρεσίαν ταύτην τέλη.

2. Αἱ Ἑνωμένα Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς δηλοῦν ρητῶς ὅτι αὐταί οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναλαμβάνουν ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν οἰασδήποτε διατάξεως τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ (Ἀναθεώρησις Γενεῦης, 1973), διὰ τὴν ὑπηρεσίαν ἐπὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὁδῶν ἄλλων ἐκτὸς ἐκείνων αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦν διὰ τὴν ἀνταπόκρισιν τοῦ Κοινοῦ.

## III

### (Τηλεγραφικὸς και Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Ἀλγερινὴ Δημοκρατία Ἀλγίρη και Δημοκρατικὴ).

Κατὰ τὴν ὑπογραφήν των Τελικῶν Πράξεων της Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας και Τηλεφωνίας (Γενεῦη, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία της Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας - Ἀλγίρης και Δημοκρατικῆς δημοῖ ὅτι ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα της χώρας της να λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θα κρίνῃ ἀναγκαῖα πρὸς προστασίαν των συμφερόντων της, ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὠρισμένα χωρεῖ δὲν θα ἐτήρουν τὰς διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ και Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

## IV

### (Τηλεγραφικὸς και Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Ἰσπανίαν.

Κατὰ τὴν ὑπογραφήν των Τελικῶν Πράξεων της Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας και Τηλεφωνίας (Γενεῦη, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία της Ἰσπανικῆς ἐπιφυλάσσει τὸ δικαίωμα της Διευθύνσεώς της να ἀποδέχεται ἢ μὴ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, τὰς διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ και Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ.

## V

### (Τηλεγραφικὸς και Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν της Λιβύης.

Ἡ ὑπογραφή των Τελικῶν Πράξεων (Τηλεγραφικὸς Κανονισμὸς, Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς και Τελικὸν Πρωτόκολλον) της Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας και Τηλεφωνίας (Γενεῦη, 1973), ὑπὸ της ἀντιπροσωπείας της Λιβύης ὑπόκειται εις τὴν ἐγγραψιν της Κυβερνήσεως της Ἀραβικῆς Δημοκρατίας της Λιβύης, ὡς τοῦτο ἀναφέρεται εις τὰ διαπιστευτήρια της ἀντιπροσωπείας.

## VI

### (Τηλεγραφικὸς και Τηλεφωνικὸς Κανονισμὸς)

Διὰ τὸ Μεξικόν.

Κατὰ τὴν ὑπογραφήν τοῦ Τηλεγραφικοῦ και Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ, τὸ Μεξικόν ἐπιφυλάσσει εις ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ἐφαρμογῆς των Συστάσεων της C.C.I.T.T. ἐν τῷ μέτρῳ καθ' ὃ αὐταί ἐπιτρέπουν τὴν ἐπίλυσιν διεθνῶν προβλημάτων παγκοσμίου χαρακτῆρος ὡς και περιοχικῶν τοιούτων.

## VII

(Τηλεγραφικός και Τηλεφωνικός Κανονισμός)

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας.

Ἡ Ρουμανικὴ ἀντιπροσωπεία, προβαίνουσα εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς παραύσης Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας, ἡτοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ Τελικοῦ Πρωτοκόλλου δηλοῖ ὅτι ὑπογράφει τὰς Πράξεις ταύτας ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς μετὰγενεστέρας ἐγκρίσεώς των ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

## VIII

(Τηλεγραφικός και Τηλεφωνικός Κανονισμός)

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας.

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (Γενεύη, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατικῆς Δημοκρατίας τῆς Σομαλίας, δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν οἰκδῇποτε χώρα δὲν τηρῇ τὰς διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ, τὰς υἱοθετηθείσας ὑπὸ τῆς ἐν λόγω Διασκέψεως.

## IX

(Τηλεγραφικός και Τηλεφωνικός Κανονισμός)

Διὰ τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν.

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας (Γενεύη, 1973), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατικῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδάν δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησίς του ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη πάντα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια θὰ θεωρήσῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν οἰκδῇποτε χώρα δὲν τηρῇ τὰς διατάξεις τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ, τὰς υἱοθετηθείσας ὑπὸ τῆς ἐν λόγω Διασκέψεως.

## X

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας, τὴν Ἑνωσὶν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας, ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Οὐγγαρίας, ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Πολωνίας, ἡ Δημοκρατικὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας, ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας, ἡ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Τσεχοσλοβακίας, ἡ Ἑνωσίς τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, δηλοῦν ὅτι οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Διεθνύσεως τῆς Σαϊγκόν δὲν ἐκπροσωποῦν τὸ Νότιον Βιέτ-Νάμ, καθ' ὅσον εἰς τὸ Νότιον Βιέτ-Νάμ ὑπάρχουν δύο ζῶναι καὶ δύο Διευθύνσεις προσωρινῆ Ἐπαναστατικῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιέτ-Νάμ καὶ ἡ Διεύθυνσις τῆς Σαϊγκόν.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ ὑπογραφὴ τῶν Τελικῶν Πράξεων ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς Διεθνύσεως τῆς Σαϊγκόν δὲν δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ὑπογραφὴ ἐν ὀνόματι τοῦ Νοτίου Βιέτ-Νάμ.

## XI

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Κίνας.

1. Ἡ Συμφωνία τῶν Παρισίων ἐπὶ τοῦ Βιέτ-Νάμ ἀναγνωρίζει ὡς βεβαίαν τὴν ὑπαρξὶν εἰς τὸ Νότιον Βιέτ-Νάμ, δύο Διευθύνσεων: τὴν προσωρινὴν ἐπαναστατικὴν Κυ-

βέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τοῦ Νοτίου Βιέτ-Νάμ καὶ τὰς Ἀρχὰς τῆς Σαϊγκόν. Ὑπὸ τὴν παροῦσαν πολιτικὴν κατάστασιν εἶναι ἀντικανονικὸν ὅπως αἱ Ἀρχαὶ τῆς Σαϊγκόν ἐκπροσωποῦνται ἐτερομερῶς εἰς τὰς συνόδους τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν. Διὰ τοῦτο ἐκφράζομεν τὴν λύπην μας.

Αἱ ὑπὸ τῶν ἐκπροσώπων τῶν Ἀρχῶν τῆς Σαϊγκόν τεθεῖσαι ὑπογραφαὶ εἰς τὸν Τηλεγραφικὸν καὶ Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν εἶναι διὰ τοῦτο ἄκυροι καὶ ἀνυπόστατοι.

2. Οἱ διοικοῦντες λευκοὶ τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς, οἱ ὅποιοι ἐπιβάλλουν τὸν ἀποικιακὸν νόμον εἰς τὸν λαὸν τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς, δὲν δύνανται κατ' οὐδένα τρόπον νὰ συμμετέχουν εἰς τὰς συνόδους τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐν ὀνόματι τοῦ Λαοῦ τοῦτου. Ἡ ὑπογραφή ἐπομένων ὑπ' αὐτὸν τοῦ Τηλεγραφικοῦ καὶ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ εἶναι παράνομος.

## XII

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας.

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀλβανίας διαμαρτύρεται κατὰ τῆς παρουσίας εἰς τὴν Διάσκεψιν ταύτην τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς κούτοποκαλουμένης Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ-Νάμ, καθ' ὅσον ἡ ἀντιπροσωπεία αὕτη δὲν ἀντιπροσωπεύει τὸν Βιετναμικὸν λαόν.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀλβανίας ἐπιθυμεῖ νὰ δηλώσῃ ὅτι θεωρεῖ ἄκυρον καὶ ἀνυπόστατον τὴν ὑπὸ τῆς ρατσιστικῆς Κυβερνήσεως τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς γενομένην πλερεξουσιότητά.

## XIII

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας.

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας δηλοῖ ὅτι ἡ Διεύθυνσις τῆς Σαϊγκόν δὲν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύσῃ τὸ Νότιον Βιέτ-Νάμ εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας. Κατὰ συνέπειαν, ἡ Ρουμανικὴ ἀντιπροσωπεία θεωρεῖ τὴν ὑπογραφὴν τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς ἐν λόγω Διασκέψεως ὑπὸ τῶν ἐκπροσώπων τῶν Ἀρχῶν τῆς Σαϊγκόν ὡς ἄκυρον καὶ ἀνυπόστατον.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας ὡσαύτως θεωρεῖ ὅτι ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς δὲν ἐκπροσωπεῖ τὰ συμφέροντα τοῦ λαοῦ τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς καὶ κατὰ συνέπειαν δὲν δύναται νὰ ἐνεργῇ ἐξ ὀνόματός του.

## XIV

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας

Ἐξ ὀνόματος τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, δηλοῦται ὅτι ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Βιέτ-Νάμ δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψῃ τὰς Τελικὰς Πράξεις τῆς Διασκέψεως ταύτης ἐπ' ὀνόματι ὁλοκλήρου τοῦ Βιέτ-Νάμ.

## XV

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Βιέτ-Νάμ.

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ-Νάμ ἀπορρίπτει κατηγορηματικῶς τὰς κηκοβούλους δηλώσεις τὰς γενομένας ὑπὸ ὀρισμένων ἀντιπροσωπειῶν καὶ λυπεῖται διὰ τὴν κατχρηστικὴν χρησιμοποίησιν, ὑπὸ τῶν ἐν λόγω ἀντιπροσωπειῶν, τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας, διὰ σκοποῦς πολιτικούς καὶ προπαιγνδας.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Βιέτ-Νάμ ἐπαναλαμβάνει τὴν δήλωσιν τὴν γενομένην εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Ἐλέγχου τῶν Διαπιστευτηρίων καὶ θεωρεῖ τὰς δηλώσεις τῶν ὡς ἄνω ἀντιπροσωπειῶν ἄκυρους καὶ ἀνυποστάτους.

## XVI

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Ἀλγερινή Δημοκρατία Λαϊκὴ καὶ Δημοκρατικὴ), τὴν Ἑνωμένην Δημοκρατίαν τοῦ Καμερούν, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κεντρικῆς Ἀφρικῆς, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κογκό, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομέης, τὴν Αἰθιοπίαν, τὴν Κένυα, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβύης, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαδαγασκάρης, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μάλι, τοῦ Βασιλείου τοῦ Μαρόκου, τὴν Ὀμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας, τὴν Οὐγκάντα, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης, τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας, τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν, τὴν Ἑνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Τόγκο, τὴν Τυνησίαν.

Αἱ ἀνωτέρω ἀντιπροσωπεῖται θεωροῦν ὅτι ἡ ἐνταῦθα παρούσα ἀντιπροσωπεῖα ἐξ ὀνόματος τῆς Δημοκρατίας τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς δὲν ἐκπροσωπεῖ τὰ συμφέροντα τοῦ λαοῦ τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς. Ἐκ τοῦ λόγου τούτου δὲν δύναται αὕτη νὰ ἐνεργῇ ἐξ ὀνόματός του.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ ὑπογραφή ὑπὸ ταύτης τῶν Τελικῶν Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως Τηλεγραφίας καὶ Τηλεφωνίας εἶναι παράνομος.

## XVII

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας,

τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας, τὴν Δημοκρατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας, τὴν Ἑνώσων Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Αἱ ἀνωτέρω ἀντιπροσωπεῖται ὑποστηρίζουν ἀνεπιφύλακτως τὴν δήλωσιν τῆς Ὁμάδος τῶν Ἀφρικανικῶν Χωρῶν τὴν σχετικὴν πρὸς τὴν ἀποδοκιμασίαν τῆς ρατσιστικῆς πολιτικῆς τῆς Δημοκρατίας τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς καὶ πρὸς τὴν παράνομον συμμετοχὴν τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Δημοκρατίας τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.

Εἰς πίστωσιν, οἱ καθ' ἑκάστον ἀντιπρόσωποι ὑπέγραψαν τὸ Τελικὸν τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Γαλλικὴν, Ἰσπανικὴν, Κινεζικὴν καὶ Ρωσικὴν. Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Διεθνoῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θὰ ἀποστείλῃ ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τὴν 11ην Ἀπριλίου 1973

(Ἔπονται αἱ αὐταὶ ὑπογραφαὶ ὡς εἰς τὸν Τηλεγραφικὸν Κανονισμόν).



# Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

## ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Ἡ ἔτησίᾳ συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι :

### Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

|                                                          |       |       |
|----------------------------------------------------------|-------|-------|
| 1. Διὰ τὸ Τεύχος Α' .....                                | Δραχ. | 600   |
| 2. » » » Β' .....                                        | »     | 700   |
| 3. » » » Γ' .....                                        | »     | 500   |
| 4. » » » Δ' .....                                        | »     | 1.000 |
| 5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π. ....       | »     | 500   |
| 6. » » » Παράρτημα .....                                 | »     | 300   |
| 7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. .               | »     | 3.000 |
| 8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας .....   | »     | 200   |
| 9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία ..... | »     | 6.000 |

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοήθειας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά :

|                                                            |       |     |
|------------------------------------------------------------|-------|-----|
| 1. Διὰ τὸ Τεύχος Α' .....                                  | Δραχ. | 30  |
| 2. » » » Β' .....                                          | »     | 35  |
| 3. » » » Γ' .....                                          | »     | 25  |
| 4. » » » Δ' .....                                          | »     | 50  |
| 5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π. .... | »     | 25  |
| 6. » » Παράρτημα .....                                     | »     | 15  |
| 7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .....                    | »     | 150 |
| 8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..               | »     | 10  |
| 9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη .....                               | »     | 300 |

### Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαύξανεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

### Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

#### Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |       |        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------|
| 1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Δραχ. | 400    |
| 2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ....                                                                                                                                                                                                                                                                                            | »     | 10.000 |
| 3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .....                                                                                                                                                                                                                                                                     | »     | 2.000  |
| 4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸν 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορώσων εἰς προσωρινὰ διατάξεις .... | »     | 1.000  |
| 5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διόλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939. ....                                                                                                                                                                                                                                                  | »     | 200    |
| 6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .                                                                                                                                                                                                                                                                                            | »     | 4.000  |
| 7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν .....                                                                                                                                                                                                                                                                  | »     | 1.000  |
| 8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἡγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν .....                                                                                                                                                                                                                                                            | »     | 600    |
| 9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ. Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἡγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ. ....                                                                | »     | 1.000  |
| 10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἀρθρὸν 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70 .....                                                                                                        | »     | 2.000  |
| 11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν .....                                                                                                                                                                                                                                                                           | »     | 10.000 |

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67 ..... Δραχ. | 1.000 |

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967 ..... » | 1.000 |

#### Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

|                                                         |       |       |
|---------------------------------------------------------|-------|-------|
| 1. Τῶν καταστατικῶν .....                               | Δραχ. | 1.000 |
| 2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν .....             | »     | 400   |
| 3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων .....               | »     | 200   |
| 4. Τῶν ἰσολογισμῶν .....                                | »     | 1.000 |
| 5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων ..... | »     | 1.000 |

#### Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

|                                                                                                                                |   |       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|-------|
| 1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγίας ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων ..... | » | 1.000 |
| 2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων .....                                                       | » | 1.000 |

ΔΙ Εἰς τὸ Τέταρτον τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων ..... » | 400 |

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοήθειας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὁρίσθη εἰς 5%.

### Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντὶ ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνη τοῦ ενδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀκόλουθον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συσπειροῦνται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσόν.

### ΔΙΟΡΓΑΝΩΣΗ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

### ΣΚΕΛΕΤΟΝ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

### ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ